

L'ACTION FRANÇAISE

5 2 0 0 0

4 € | N° 2828 | 65^e année | Du 17 au 30 novembre 2011 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net



Notre programme

*L'Action française
et la campagne
présidentielle*

L'ESSENTIEL

✓ ÉCONOMIE

Crise de la dette :
démocraties crépusculaires ... p. 2

✓ POLITIQUE

Plan Fillon :
cap sur la récession p. 4

✓ SOCIÉTÉ

Religion :
le Christ couronné d'étrons p. 5

✓ MONDE

L'Amérique
révoltée par la crise p. 6

Petite leçon
de grec moderne p. 6

Téhéran prépare sa bombe p. 7

✓ ARTS & LETTRES

Uchronie :
la Belgique réinventée p. 10

Vérités sur 14-18 p. 11

Pierre Gripari :
portrait d'un conteur p. 12

✓ IDÉES

Entretien
avec Richard Millet p. 13

Philippe Muray,
en avance sur son temps p. 13

✓ POUR UN JEUNE FRANÇAIS

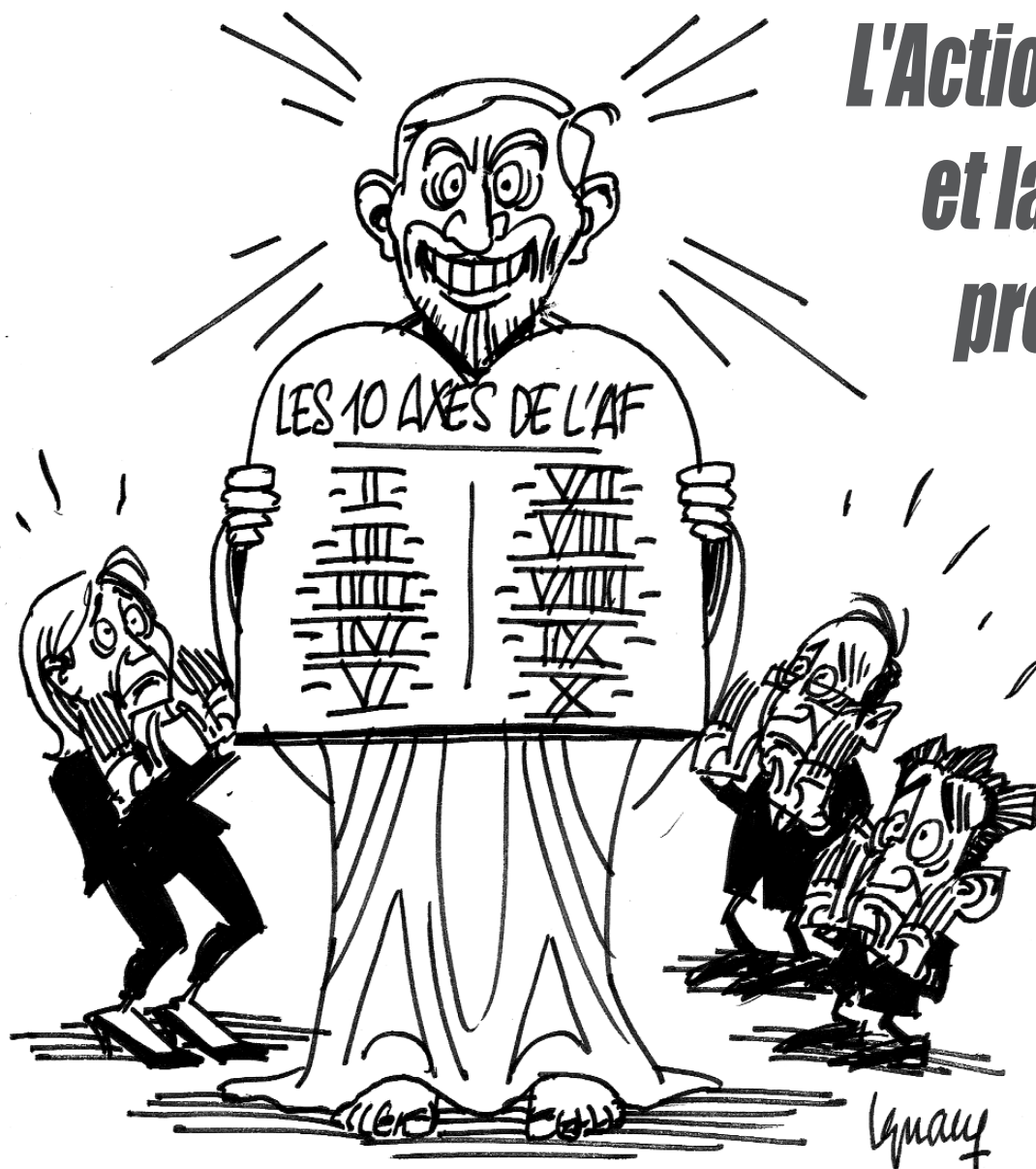
Forces spéciales :
armée, médias et cinéma p. 14

Relire Maurras :

L'empirisme organisateur p. 14

✓ ENTRETIEN

Le pasteur Blanchard évoque
ses maraudes p. 12



Page 3

En remontant les Champs

L'AUTRE SOIR, j'ai décidé de me rendre à pieds à la cérémonie que l'Action française organise place de l'Étoile pour le 11 novembre 1940. Deux jeunes militants m'accompagnent. La conversation va bon train, au rythme de la marche. Le plus jeune des deux a seize ans, s'appelle Ronan et vient d'Orsay où il est lycéen. Pour être avec nous ce soir il a menti à ses parents. Là n'est pas le plus important. Néons, vitrines, passants, peu lui importe. Rien ne le distrait de ses préoccupations. Principes monarchiques, intérêts

de la France, tout y passe et d'abord l'arbre généalogique des Capétiens. Nous escaladons les branches avec plus ou moins d'agilité, Bourbons, Valois, Angoulême et Orléans. Ronan écoute, interroge, donne son avis. À la hauteur du Virgin Megastore, nous entamons un vrai débat sur le refus du comte de Chambord. Complexité du XIX^e siècle, division de la majorité royaliste, Thiers, Mac Mahon et le duc de Broglie. Arrivés au niveau du Fouquet's on aborde la question de la Légimité en politique, la naïveté des constituants de 1789, Bonald et Maistre sont évoqués devant les vitrines Louis Vuiton et l'empirisme organisateur occupe toute la réflexion de Ronan en passant tout à côté du Mc Do. Lorsque nous atteignons le

lieu de rassemblement notre jeune militant saisit avec empressement un drapeau tricolore frappé d'une fleur de lys. Il ne le lâchera plus. En entonnant la *Royale* dont il ne connaît pas encore les paroles, je le sens comme appelé. Ce n'est pas Jeanne d'Arc bien sûr. C'est tout bonnement la jeunesse de France, qui veut apprendre, comprendre, et sauver l'héritage dont on veut la détourner. De toute évidence, ce sauvetage commence par La Princesse de Clèves. La détermination de Ronan, seize ans, venu seul d'Orsay, est à l'image, n'en doutez pas, de milliers d'autres jeunes gens dont la seule force est une forme d'intuition. La France n'a pas dit son dernier mot. □

Marc Savina

M 01093 - 2828 - F: 4,00 €



« TOUT CE QUI EST NATIONAL EST NÔTRE »

❑ CRISE DE LA DETTE

Démocraties crépusculaires

Tandis que la pression s'accroît sur la France, la Grèce et l'Italie confient leur gouvernement à des techniciens, témoignant du discrédit jeté sur la démocratie représentative.

On se demande parfois pourquoi Nicolas Sarkozy s'accroche tellement au triple A des agences de notation. Certes en dépendent les taux auxquels la France devrait emprunter sur les marchés - ces derniers jours aux alentours de 3,5 %, à comparer avec les 7 % de l'Italie, mais surtout avec le taux de 1,8 % sur les emprunts allemands. Concomitamment en dépend aussi le sort du président de la République et d'une bonne partie de la classe politique française. À l'exemple de ce qui vient de se passer en Grèce et en Italie.

Fragilité française

De plans de rigueur en annonces de « *faillite* » (François Fillon), la France se retrouve en première ligne des pays à risque. Ce n'est pas, pour les analystes indépendants, une véritable surprise. Ainsi, l'agitation de Nicolas Sarkozy au récent sommet du G20, son application à se hisser au niveau du chancelier allemand, n'ont pas longtemps fait illusion. Sur le plan international comme dans le domaine intérieur, la République vit au-dessus de ses moyens, et ce n'est pas nouveau. D'ailleurs, jugeant l'endettement français excessif, compte tenu de l'absence de perspective de croissance, les marchés ont rapidement repris la main. Mise "sous surveillance" par l'agence de notation Moody's, la France risque de perdre son triple A avant la fin de l'année. Et, suscitant l'émotion du ministre du Budget Valérie Pécresse, Jacques Attali prétend même, dans *La Tribune*, qu'elle l'a déjà perdu *de facto* si l'on considère l'écart entre les taux d'emprunt d'État de la France et ceux de l'Allemagne.

Jacques Attali n'est pas le seul oiseau de mauvais augure. Outre les nombreux économistes que laisse sceptiques le deuxième plan d'austérité signé François Fillon, la Commission européenne doute de la capacité du pays à tenir ses engagements. Et elle le fait savoir, en exhortant la France à aller plus loin dans ses efforts de rigueur. La gravité des propos du président de la République lors de la commémoration officielle du 11 Novembre, son allusion à peine voilée aux menaces qui pèsent sur la zone euro et la "construction européenne" donnent à penser que la situation risque d'échapper au contrôle des responsables politiques d'ici aux prochaines échéances électorales. Le G20 de Cannes a préconisé une recapitalisation de vingt-neuf banques dans le monde comme étant des établissements systémiques, dont la faillite mettrait en danger l'ensemble de l'économie. Dans cette liste figurent quatre banques françaises - BNP-



Élevé au rang de banque "systémique", BNP-Paribas devra accroître ses fonds propres, au risque de contracter le crédit.

Paribas, Banque populaire, Crédit agricole, Société générale - plus la franco-belge Dexia, en cours de restructuration. Il est prévu, pour la France, que cette recapitalisation ait lieu d'ici à juin 2012. Selon le nouveau président de la Banque centrale européenne (BCE), Mario Draghi, cette mesure ne devrait pas entraîner une contraction du crédit. On peut en douter, d'autant que ces banques se trouvent exposées à des défauts de paiement. Or la recapitalisation demandée ne suffirait pas à absorber des remises de dettes massives, pour la Grèce, l'Italie ou le Portugal. Et encore ce scénario ne prend pas en compte l'hypothèse d'une dégradation de la note française. Une telle éventualité, qui, rappelons-le, provoquerait une augmentation dramatique des taux d'emprunt, remettrait en cause la capacité d'intervention du Fonds européen de stabilité financière (FESF), qui doit trouver plus de

1 300 milliards d'euros de garanties pour faire face aux défauts de paiement dans la zone euro. À ce point, on mesure l'inanité de l'espoir d'une généralisation du "modèle allemand", un fantasme sarkozyen. Dans la zone euro, on en est plutôt au sauve-qui-peut.

Technicien de la finance

Alors que la Grèce devrait rester en récession l'an prochain et que l'Italie semble promise, dans le meilleur des cas, à la stagnation, ces deux pays en crise majeure viennent de s'en remettre à des techniciens de la finance. Ce qui en dit long sur le discrédit dans lequel est tombée la démocratie représentative. À Athènes, c'est un ancien vice-président de la BCE, un artisan de l'entrée de la Grèce dans la zone euro, Lucas Papademos, qui succède au socialiste Georges Papandréou après avoir formé un gouvernement d'union nationale comprenant des

éléments de gauche (Pasok), du centre droit (Nouvelle Démocratie-ND) et, pour la première fois depuis l'époque des Colonels, de la droite nationale (parti Laos). La diplomatie sera désormais dirigée par un libéral de la ND, l'ex-commissaire européen Stavros Dimas, alors qu'Evangelos Venizelos conserve les Finances. Prévu pour ne durer que jusqu'aux législatives anticipées de février prochain, ce gouvernement va devoir faire avaliser par les députés un nouveau budget d'austérité. Voilà qui devrait rassurer, au moins provisoirement, les institutions internationales et la BCE, mais pas forcément les "indignés" hellènes.

Le jeu pernicieux de la BCE

À Rome, après la démission de Silvio Berlusconi, c'est aussi à un pur produit de la technocratie mondialisée, Mario Monti, ancien commissaire européen chargé de la concurrence, qu'a été confiée la tâche de former un gouvernement "élargi". Devant réunir des représentants du Parti démocrate (gauche), du PDL berlusconien et de l'UDC centriste, ce nouveau gouvernement, qui devrait en principe durer jusqu'à la fin de la législature en 2013, ne recueille toutefois pas une franche adhésion. Une fraction du PDL y est allergique, la Ligue du Nord a annoncé son passage dans l'opposition, et l'ex-juge Antonio Di Pietro, qui se veut la conscience de la gauche, redoute qu'avec Monti, l'Italie ne connaisse une « *boucherie sociale* ». Après dix-sept ans de vie politique, dont huit à la tête du gouvernement, Silvio Berlusconi espère encore se faire entendre au parlement. C'est d'ailleurs le souhait de ses amis, nombreux à la droite de l'échiquier politique. Cependant, l'avenir du gouvernement italien s'écrit sans doute autant à Francfort qu'à Rome - si l'Italie conserve l'euro. Pour preuve, le jeu pernicieux qu'a joué la BCE ces dernières semaines pour faire chuter le Cavaliere. À chaque fois que Berlusconi annonçait son intention de rester au pouvoir, la BCE arrêta ses achats d'obligations d'État italiennes, ce qui faisait monter les taux ; ces achats reprenaient lorsque revenaient les rumeurs de démission. Comme quoi la politique peut encore se faire « *à la corbeille* ». ■

Guy C. Menuisier

» FESF

Après avoir reporté son adjudication en raison de l'annonce d'un référendum en Grèce, le Fonds européen de stabilité financière (FESF) s'est résigné, le lundi 7 novembre, à lever de la dette au prix fort (3 milliards d'euros destinés à l'Irlande). De fait, sa crédibilité semble s'amenuiser à la mesure de la moindre confiance inspirée par la France. Cela donne à réfléchir sur la viabilité d'une mutualisation des dettes souveraines, agitée volontiers comme une solution miracle à la crise.

» GRÈCE

En manque de liquidités, confrontées à la fuite des dépôts ainsi qu'à la méfiance de leurs homologues, les banques grecques se tournent vers la BCE. Multipliant les facilités, celle-ci leur consent des prêts avec, pour seule garantie, celle d'un État en faillite. « *Selon les données fournies par la banque centrale de Grèce, l'utilisation de ces liquidités d'urgence a explosé en septembre, passant de 6,5 milliards d'euros en août à 26,5 milliards en septembre* », rapporte *La Tribune*. « *L'importance de ces montants n'est pas sans poser question* », souligne notre confrère Stanislas Jourdan : « *Comment les banques grecques vont-elles rembourser de telles sommes ? Et si elles ne le peuvent pas, qui paiera pour elles ?* » Peut-être la réponse nous est-elle donnée par l'économiste Georges Kaplan : « *il y a toujours quelqu'un qui paie* », a-t-il écrit sur *Causeur*, « *et si vous ne savez pas qui, c'est sans doute que c'est vous* ».

— L'ACTION FRANÇAISE 2000 —

10 rue Croix-des-Petits-Champs
75001 Paris
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63
www.actionfrancaise.net
redaction@actionfrancaise.net
secretariat@actionfrancaise.net
abonnements@actionfrancaise.net
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujo (*)
Directeur de la publication : M.G. Pujo
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

Politique : François Marclhac (éditorialiste), Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Aristide Leucate, Marc Savina
Société : Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux, Stéphane Piolenc
Économie & Social : Guy C. Menuisier
Europe : Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier
Monde : Philippe Maine, Pascal Nari
Arts & Lettres : Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Louis Montarnal, Alain Waelkens
Histoire : Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler
Chroniques : Jean-Baptiste Morvan
Idées : Stéphane Blanchonnet, Dimitri Julien, François Marclhac
Abonnements, publicité, promotion : Monique Lainé

BCE

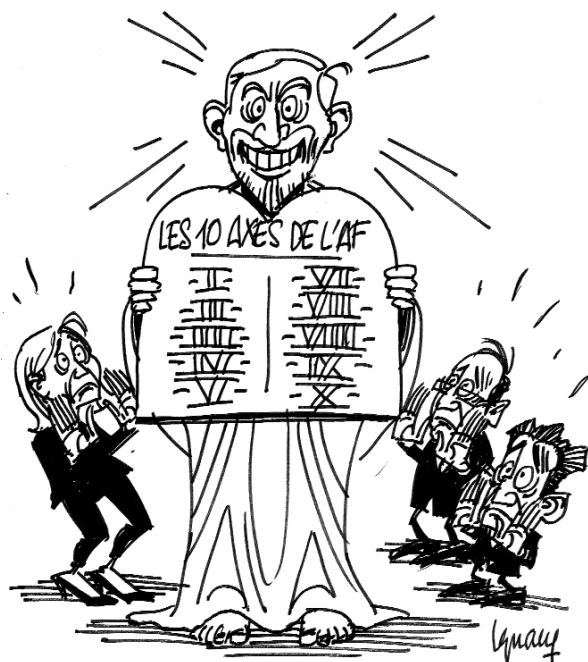
Super Mario sous pression

ALORS qu'il venait de prendre ses fonctions à la tête de la Banque centrale européenne (BCE), l'Italien Mario Draghi a créé la surprise en annonçant, le jeudi 3 novembre, une baisse des taux directeurs. Une décision susceptible de froisser quelques susceptibilités outre-Rhin, mais saluée par la presse économique française, où l'on relève, par ailleurs, un nombre

croissant d'appels en faveur d'une "monétisation de la dette" : ce faisant, la BCE retournerait à la planche à billets pour financer les États, dont elle deviendrait le "prêteur en dernier ressort". Nicolas Barré, dans les colonnes des *Échos*, ou Nicolas Doze, à l'antenne de *BFM Business*, se sont exprimés en ce sens. En cela, ils rejoignent les souverainistes, tel Jacques Myard, qui ne s'embarrasse guère des contraintes juridiques : « *nécessité fait loi* », soutient le député des Yvelines. Il est vrai que la BCE s'est déjà autorisée

quelques accommodements avec le droit. Reste à convaincre l'Allemagne. Outre la menace de l'inflation, celle-ci pointe l'"aléa moral" qui résulterait d'une telle politique : en effet, une moindre pression s'exercerait alors sur les responsables politiques censés assainir les finances publiques ; or, la création monétaire ne diluerait qu'en apparence la réalité du laxisme budgétaire... Cela étant, en l'absence d'alternative politiquement viable, peut-être Berlin finira-t-il par assouplir sa position. Mais à ses conditions. ❑ G.D.

Notre programme



Les Socialistes ont désigné leur candidat. Or, M. Hollande, qui n'a jamais exercé la moindre responsabilité ministérielle, entre en lice avec un handicap objectif dans un contexte où la compétence et l'expérience seront au cœur des débats. Il cherche donc à s'acheter une crédibilité, en faisant mine de résister à ses alliés écologistes sur la question nucléaire. De son côté Nicolas Sarkozy exploite habilement la crise économique et ses périls pour espérer rattraper son retard dans les sondages. Au centre, les ambitions individuelles suscitent, malgré le retrait de Jean-Louis Borloo, des candidatures multiples, vouées par là même à l'insignifiance et que ne justifie aucune réelle divergence idéologique. Même M^{me} Le Pen a enfourché le thème de la laïcité avec une fougue et une radicalité qui trahissent le caractère démagogique de l'opération. Au fond, tout cela n'est que du théâtre et l'Action française entend bien dénoncer ce spectacle de mauvais goût qui n'est pas moins pernicieux que la pièce scatologique de M. Castellucci.

Mais ne pas être dupe de la médiocrité du drame et de ses acteurs, ne signifie pas que nous nous désintéressons des sujets qui y sont débattus. Pour le dire autrement, l'Action française entend bien développer pendant cette campagne, non seulement un point de vue critique à l'égard de la République et de la malversation des partis, mais encore proposer une analyse approfondie de la situation du pays et des solutions aux problèmes qui se po-

sent immédiatement à lui : immigration, insécurité, asservissement de notre souveraineté, perte des repères fondamentaux, désindustrialisation, chômage, paupérisation, endettement public et privé. Elle a d'ailleurs un grand avantage sur les écuries partisans pour le faire : elle ne vise, contrairement à ces dernières, que l'intérêt national et ne cherche à satisfaire aucune clientèle, ne participant pas pour sa part au jeu électoral. C'est tout le sens des dix axes de salut national proposés par le Centre royaliste d'Action française, dont une première version a été publiée dans notre précédent numéro * et qui feront très prochainement l'objet, à la demande du Comité directeur de l'Action française, d'une nouvelle édition, plus précise et plus développée, sous forme de brochure.

Nous avons décidé de faire parvenir une copie de ces dix axes aux différents candidats sans bien sûr nous faire d'illusions sur l'éventualité de les voir les adopter. Cette réserve étant formulée, nous ne nous interdisons pas de faire, le moment venu, un choix en faveur de l'un ou l'autre des prétendants à l'Élysée, sur la base de la plus ou moins grande convergence entre nos dix axes et leurs programmes. L'Action française s'est en effet toujours refusée à pratiquer la politique du pire et, pour cette raison, a parfois demandé à ses militants et sympathisants de voter pour le candidat qui lui paraissait le moins mauvais pour la France. Mais si une telle consigne de vote devait être donnée, -et rien n'est moins sûr aujourd'hui -, elle ne signifie-

rait en rien une alliance politique, qui pourrait d'une manière ou d'une autre limiter notre liberté de dénoncer la perversité intrinsèque du système républicain et démocratique.

Le général de Gaulle a certes institué avec la V^e République une forme de monarchie républicaine mais le costume est devenu trop large pour les lilliputiens qui composent la classe politique contemporaine. De surcroît, une réforme comme le quinquennat ainsi que les continuels abandons de souveraineté concédés à l'Europe, ont considérablement affaibli les institutions. Plus fondamentalement, l'élection du chef de l'État au suffrage universel, si elle a mis à mal le régime des partis tel qu'il existait sous la III^e ou la IV^e République, a provoqué l'apparition de nouvelles formations, qui relèvent plus de l'écurie de campagne que du parti traditionnel, mais dont le caractère partisan et démagogique n'est pas moindre parce qu'il est au service d'un homme plutôt que d'une idéologie.

Il nous appartient donc de rappeler, à l'occasion de la forte médiatisation qu'une élection présidentielle entretient toujours autour des questions politiques, que seule la monarchie héréditaire garantit un arbitrage authentique au-dessus de la mêlée des intérêts et des ambitions en tous genres. C'est dans cet état d'esprit que l'Action française, le journal et le mouvement, s'apprêtent à mener une campagne vigoureuse dans les mois à venir. □

Stéphane Blanchonnet
Président du Comité directeur
de l'Action française

* CES "DIX AXES" SONT :

- 1) affirmation constitutionnelle de l'inaliénabilité du territoire national
- 2) affirmation constitutionnelle d'un nouveau code de la nationalité rompant avec l'automatisme du droit du sol
- 3) inversion des flux migratoires
- 4) une véritable politique de sécurité publique, assurée au plan national
- 5) rétablir une scolarité conciliant savoir, apprentissage du civisme et besoins de la société
- 6) promouvoir une véritable politique familiale et nataliste
- 7) assurer la cohésion sociale
- 8) promouvoir une politique économique ambitieuse et humaine
- 9) retrouver les conditions de l'indépendance nationale, redonner à la France sa place dans le monde
- 10) rétablir une politique étrangère française.

NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

Priorité au journal

NOTRE APPEL PRESSANT, dans le dernier numéro, pour la survie du journal, a été entendu et nous permet de publier aujourd'hui une première liste encourageante de souscriptions. Il nous faut maintenant continuer. Merci infiniment à tous les participants et souhaitons

que beaucoup d'autres les rejoignent pour nous aider à passer ce cap difficile. Rappelons que *L'AF 2000* est le moyen primordial pour diffuser nos idées dans cette période électorale. Avec toute notre reconnaissance. □

Marielle Pujo

Liste n° 15

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Raymond Sultra, 17,78 ; M^{lle} Annie Paul, 15,24 ; M^{me} Bellegarde, 20 ; M^{me} Marie-Christian Leclercq-Bourin, 28 ;

Gérald Wailliez, 20 ; Pierre Molin, 25 ; « Une petite goutte d'eau pour que vive l'AF », M^{me} Yvonne Dakin, 50 ; Alain Ory, 50 ;

Guy Menusier, 20 ; Jean Paris, 200 ; Robert de Chièvre, 40 ; M^{me} Geneviève Castelluccio, 30 ; Jacques Lamonerie, 100 ; Gilles Bourgeois, 75 ; Christian Desjonquères, 274,41 ; quête au Banquet du 11 novembre, 214,50.

Total de cette liste	1 177,55 €
Listes précédentes	7 702,94 €
Total	8 880,49 €



✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M^{me} Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

❑ PLAN FILLON

Cap sur la récession

Faute de rompre avec les mécanismes monétaires initiés dans les années soixante-dix, le gouvernement serait-il condamné à l'échec ? Arguments en faveur d'un parti pris économique à la popularité croissante.

La France est enfin montée dans le train lancé à folle vitesse de l'austérité et de la rigueur. Une économie au ralenti, une croissance en berne et un État impécunieux, comme à la veille de la Révolution française, tandis que le pays réel, lui, semble suffisamment riche pour renflouer le désespérant tonneau des Danaïdes du Trésor.

Strangulation

Ce plan de 7 à 8 milliards d'euros, que le gouvernement Fillon nous présente comme le plus drastique depuis la Libération, se révèle être une strangulation des classes moyennes et des petites et moyennes entreprises aux activités non délocalisables (boulangeries, restaurants, libraires, par exemple). Ainsi, les premières devront, entre autres, supporter les hausses des prix initiées par les secondes qui devront, à leur tour, faire face à une augmentation de la TVA à 7 % qu'ils répercuteront sur leurs clients. Ce cercle vertueux est censé nous mener à l'économie de pas moins de « 100 milliards d'euros pour arriver à zéro déficit en 2016 », selon le Premier ministre. Galéjade ou imposture ? Les deux, mon général ! D'autant plus que l'on nous présente comme une révolution fiscale la majoration de 5 % de l'impôt sur les sociétés dû au titre des années 2011 et 2012 par les grandes entreprises réalisant un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions d'euros. On sait que celles-ci ne sont pas légion en France et que la plupart se sont expatriées. Le véritable scandale de ce plan anti-économique - que le gouvernement a d'ailleurs l'audace ou la bêtise de dénommer « *plan d'équilibre pour les finances publiques* » - tient à ce qu'il est intégralement dicté par le Fonds monétaire international (FMI) et les fameux "marchés financiers", qui ne sont, en réalité, que des camelots de crédits et d'argent virtuel. Il est proprement ahurissant que le bud-



« Ce plan se révèle être une strangulation des petites et moyennes entreprises aux activités non délocalisables. »

get d'un État dépende à ce point des *desiderata* et autres *satisfecit* d'organismes apatrides, anonymes et, par-dessus le marché, totalement irresponsables. La peur totémique qui tétanise nos gouvernants est de perdre notre triple A, notation d'excellence (qui n'est pas la plus haute) permettant aux États d'emprunter sur les marchés obligataires aux taux les plus bas. On sait que depuis la loi dite "Pompidou-Giscard" (ou "Pompidou-Rothschild") du 3 janvier 1973, le Trésor public ne peut plus emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt faible ou nul, comme il en avait jusqu'alors le droit, obligeant, ainsi, l'État français à chercher d'autres sources de financement, principalement en empruntant à des taux d'intérêts plus élevés aux banques privées ou encore par des emprunts nationaux. Quelle aubaine pour les agences de notation (dont les trois princi-

pales que sont Fitch Ratings, Standard & Poors et Moody's) qui monnaient leurs notes auprès de leurs clients, dans la plus parfaite opacité et faisant fi d'éventuels conflits d'intérêt avec les banques et autres fonds de pension !

Finance despotique

Mais quelle catastrophe pour ceux (États, collectivités locales, voire établissements financiers) qui en nourrissent une irrépressible addiction. La crise des *subprimes* de 2008 avait pourtant, et à juste titre, provoqué une mise à l'index de ces apprentis sorciers de la finance qui, quelques jours seulement avant l'effondrement de la banque d'investissement multinationale Lehman Brothers, avait affublé cette dernière d'un A triomphant. La vérité, c'est que l'interdépendance du système capitaliste mondial est telle que nul ne peut s'affranchir de leurs fal-

acieuses augures. En leur donnant des gages de "bonne gouvernance" budgétaire, Sarkozy et Fillon se trompent et, avec eux le peuple français, car, comme le souligne Alain Dumait (*Contribuables associés*, 26 octobre), « *le nœud coulant de la dette publique se resserre d'heure en heure autour du cou de la France, et de ses citoyens-contribuables. En janvier prochain, nous aurons perdu notre notation AAA. Déjà, l'écart de taux entre notre pays et l'Allemagne correspond à une note AA+. Car notre situation est objectivement moins bonne que celle de l'Espagne et pas meilleure que celle de l'Italie.* » En outre, tout est fait pour conforter un peu plus une finance privée captatrice et ubuesque dans ce qu'elle a de finalement despotique. Ce n'est donc pas en étouffant un peu plus la France laborieuse que l'on sortira de l'inévitable récession dans laquelle le gouvernement nous précipite un peu plus avec son plan foireux.

Feu sur l'immigration

Depuis le mitan des années quatre-vingt, les déficits publics sont structurels. Si la conjoncture n'arrange évidemment pas les choses, des décisions dangereusement utopistes comme l'imposition d'une monnaie unique (là où une monnaie commune aurait sans doute suffi) dans un espace économique et monétaire loin d'être uniformément optimal, ont accéléré le processus de crise endémique du système. De la même façon, les discours autosatisfaits et doucereusement anesthésiants sur la nécessité de préserver notre système de protection sociale, "le meilleur du monde", masquent la réalité d'une immigration extra-européenne, notamment irrégulière (dont le coût annuel pour la collectivité s'élève à 4,6 milliards d'euros), qui le plombe littéralement, et expliquent les vagues de déremboursements de médicaments et de coupes sombres dans notre système de santé. On reste atterré devant ces politiques de gribouille et dénuées de bon sens, qui fleurissent la fin de règne, comme si la "droite" au pouvoir, pressentant qu'elle n'y sera plus en mai prochain, s'en lavait cyniquement les mains. Décidément, la démocratie politicienne est néfaste à l'intérêt public. ■

Aristide Leucate
aleucate@yahoo.fr

» CHARLES & RAMA

Charles Maurras aurait-il joué un mauvais tour à Rama Yade ? Dans son dernier livre, celle-ci lui prête l'idée qu'il faudrait « *être bourgeois pour apprécier Racine* ». Sujette à caution, cette affirmation nourrit pourtant des accusations de plagiat. Sous la plume de l'ancien secrétaire d'État, on retrouverait des propos déjà tenus par Jean-Michel Muglioni, un professeur de philosophie.

» MARINISATION

La marinisation des esprits se-rait-elle en marche ? Alexandre Pougachev, le propriétaire de *France Soir*, a défrayé la chronique en annonçant son soutien à Mme Le Pen. Quant aux représentants de diverses officines, tel Sud, la CGT ou la Ligue des droits de l'homme, ils font écho à son discours dans leur « *appel pour un "audit citoyen de la dette publique"* ». Pointant la confiscation de la démocratie par les « *spéculateurs* », dont nous serions devenus les « *jouets* », ils déplorent que les États soient « *obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne* ».

» PÉAGES

L'UMP semble décidée à s'attaquer au chômage. Non pas en stimulant la compétitivité et l'innovation, comme le voudrait la vulgate libérale, mais en interdisant la généralisation des caisses automatiques aux barrières de péage des autoroutes. Une proposition de loi a été déposée en ce sens, avec le soutien d'une quarantaine de députés signataires, parmi lesquels figurent Lionel Luca, Jacques Myard, Éric Raoult et Christian Vanneste. « *Aucun emploi ne doit-être supprimé ou miné* », affirment-ils dans l'exposé des motifs, au risque de cautionner une conception malthusienne de l'emploi.

SARKOZY

Un président soixante-huitard

ÉPINGLÉ dans un article documenté (*Slate.fr*, 26 octobre), le président Sarkozy est taxé de « *plus soixante-huitard des présidents* ». Revenant sur l'anecdote du « *cass'toi pau'con* », l'auteur de l'article note que « *l'échange est direct, vulgaire peut-être. Mais il est symptomatique d'une autorité niée. On tutoie le chef de l'État, qui*

tutoie en retour. [...] En fait, digne héritier de Mai 68, ce président a un réel problème d'autorité. Il tarde à remercier Éric Woerth, est d'une invraisemblable tolérance avec Rama Yade qui, en ministre adolescente [sic], teste ses limites chaque jour. [...] La crise d'autorité de l'État fait dériver le pouvoir de ses fonctions paternelles vers un système de valeurs maternelles. Avec de plus en plus de difficultés à prendre les décisions difficiles. C'est tellement plus simple de jouer sans entraves ». ❑ A.L.

L'ACTION FRANÇAISE 2000

BULLETIN D'ABONNEMENT

- ✓ Civilité
- ✓ Prénom
- ✓ Nom
- ✓ Adresse
-
- ✓ Code postal
- ✓ Commune
- ✓ Téléphone.
- ✓ Courriel

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :
L'Action Française 2000 10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
CCP Paris 1 248 85 A

- Premier abonnement (un an)
❑ France80 €
❑ Étranger140 €
Abonnement ordinaire
❑ Un an125 €
❑ Six mois70 €
Abonnement de soutien
❑ Un an150 €
Étudiants, chômeurs, ecclésiastiques
❑ Un an70 €
Outre-mer (un an)
❑ DOM135 €
❑ TOM165 €
Étranger (un an)
❑ Europe165 €
❑ Autres pays178 €

RELIGION

Le Christ couronné d'étrons

Artistes et polémistes doivent-ils s'imposer des limites ? Sans aucun doute aux yeux de nombreux croyants, indignés par les outrages du théâtre ou les provocations de *Charlie Hebdo*...



Golgota Picnic sera joué au théâtre du Rond-Point du 8 au 17 décembre

Léon Bloy disait, dans *La Femme pauvre*, vouloir entrer au paradis avec une couronne d'étrons, mais il les gardait pour lui... Pourquoi M. Castellucci qui aime tant la matière fécale ne s'en couronne-t-il pas ce qui lui sert de tête au lieu d'en éclabousser le visage infiniment sacré de Jésus-Christ dans sa pièce immonde *Sur le concept du visage du fils de Dieu* ? Celle-ci a indigné les jeunes d'Action française et de nombreux autres, lesquels ont affronté courageusement les forces de l'ordre bourgeois et républicain qui mettent leurs cruelles matraques au service de cet "art" moderne et nauséabond (voir le dernier numéro de *L'Action Française* 2000).

Spectateur créateur

Romeo Castellucci se défend d'avoir voulu composer une œuvre anti-chrétienne en pondant sa crotte. Et comme il veut montrer qu'il a des lettres chrétiennes, il ose dire de nos jeunes indignés : « Pardonnez-leur car ils ne savent pas ce qu'ils font. » Façon de se prendre, sans vergogne, pour le Christ lui-même... La caricature est trop grossière pour nous convaincre de sa bonne foi. Est-il vrai qu'il a seulement voulu présenter la compassion du fils qui aide son père à supporter le drame de son incontinence ? On ne peut le dire, car ledit artiste, moderne entre les modernes, se garde bien de faire passer un message à travers sa pièce. Le spectateur est créateur, nous explique Alain Escada, secrétaire général de Civitas, citant un texte de 2008 sur la pièce : « Pour lui la population qui envahit soudainement le plateau n'est autre qu'un reflet du spectateur, un dédoublement presque simultané qui rend l'observateur scruté et le juge interrogé. Assis dans les gradins, le public est convoqué, acteur de sa propre représentation par un jeu de miroirs vivants. »

Donc une pièce qui n'est rien en elle-même, qui attend que le spectateur lui donne du sens, car elle n'en a aucun. D'où la provocation grossière qui masque un manque absolu d'idées. Et l'abbé Guillaume de Tanoüarn dit dans son *Metablog* que cela « relève du réflexe de Pavlov : il faut créer l'association d'image entre le Christ et la merde. [...] Alors les signes se trouveront définitivement inversés dans notre monde sans respect. » On peut se ranger derrière le fait que cette pièce, qui doit être bien barbante, n'est rien pour estimer qu'elle n'est pas anti-chrétienne... Mais tout de même, quand Romeo Castellucci utilise l'image du Christ pour déverser sur sa sainte face des matières fécales, il n'est pas innocent. Il ne peut pas ne pas savoir ce que représente pour les chrétiens le visage du Christ. Une pièce n'est jamais totalement neutre.

En finir avec le laïcisme

Nous sommes fiers des jeunes d'Action française qui sont allés, avec ceux de Civitas et quelques autres, montrer à Castellucci qu'eux aussi pouvaient être des spectateurs créateurs. Le pire est tout de même que cet auteur, qui n'a pas dépassé l'âge mental du pipi-caca, soit encouragé à jouer sa pièce, qui n'est qu'une mauvaise rigolade de lycéens désœuvrés, par un ministre de la Culture qui ose lui accorder des subventions avec l'argent public et avec l'appui de la police du régime. On ne dénoncera jamais trop cette collusion, quitte à payer cette audace par des gardes-à-vue et des condamnations. Nous vivons dans un pays pourri par le laïcisme depuis 1789. Il existe deux sortes de laïcismes : il y a le pur et dur qui ne s'abaisse pas actuellement à des manifestations aussi ordurières, mais qui argumente plus ou moins objectivement ; puis il y a le laïcisme mou, le plus répandu, celui qui,

à force de dire que toutes les religions sont de simples « opinions » (comme dit la Déclaration des Droits de l'Homme) et se valent toutes, réussit à faire perdre le sens de la Vérité et à reprocher à l'Église catholique de se défendre quand elle est attaquée. Il n'est pas question pour les catholiques d'aller brûler le siège d'un journal satirique dont ils n'approuvent pas les idées, comme l'ont fait, semble-t-il, quelques musulmans avec *Charlie Hebdo* la semaine dernière. Les catholiques ont le sens de la mesure ; confondre ces incendiaires avec ceux qui prient devant un théâtre pendant que l'on souille la religion à l'intérieur, c'est une fort mauvaise action, que le ministre de l'Intérieur s'est bien gardé d'accomplir. Mais de là à dire qu'ils devraient tout laisser passer, il y a un abîme, car ils ont à sauver l'honneur du Christ, sauveur du monde, roi des nations, lequel vaut de risquer tous les coups, par des moyens certes pacifiques mais sans mollesse.

Surenchère

On nous annonce un spectacle encore plus ordurier au théâtre du Rond-Point à Paris du 8 au 17 décembre prochains intitulé *Golgota Picnic* absolument intolérable. Le metteur en scène, Rodrigo Garcia, prétend revisiter les Saintes Écritures et parle d'approche « absolument impudique » destinée à présenter l'iconographie chrétienne comme l'image de « la terre et de la barbarie ». L'imaginaire biblique de Rodrigo Garcia se traduit par un langage et des images obscènes. Le Christ est appelé « el puto diablo » et est comparé à un terroriste. Sa plaie ultime de crucifié est remplie de billets de banque. Des hamburgers jonchent le sol de la scène de spectacle pour parodier de façon grotesque la multiplication des pains. Et c'est tout nu que le chef d'orchestre italien Marino Formenti interprète au piano l'air des *Sept dernières paroles du Christ en Croix* de Haydn. Là, on dépasse toutes les limites. Les jeunes d'Action française, Civitas et d'autres groupes courageux seront là, se souvenant qu'en Espagne, il y a quelques années, ce spectacle blasphématoire avait provoqué un véritable tollé, suscitant une question au Parlement, puis des manifestations devant le théâtre. Avec un peu d'obstination, on peut obtenir le même succès. L'heure est grave : c'est l'avenir de la civilisation qui est en jeu, car il n'est pas de société durable sans respect de la religion qui a fait le pays dont on est héritier, en l'occurrence la France de Clovis et de saint Louis. ■

Michel Fromentoux

Au fil de la presse



Où l'on se dit que si tout désespoir en politique est une sottise absolue, c'est à la condition de ne pas désespérer des peuples. Parfois instinctivement, Ceux-ci savent recouvrer un certain bon sens.

□ Un sondage Ifop pour le site *Atlantico* (5 novembre) fait ressortir qu'environ un tiers des Français serait favorable à un retour au franc. Jérôme Fourquet explique que « sur tout ce qui touche aux questions d'Europe, d'ouverture ou de mondialisation, on a un véritable fossé entre catégories populaires et populations plus aisées. Alors que 9 % seulement des cadres souhaitent sortir de l'euro, environ un employé sur deux est en faveur d'un retour au franc. Cela doit interroger sur le déficit d'appropriation de la question européenne par les milieux modestes, alors même que toutes les élites rappellent constamment que l'euro est notre bien le plus précieux. »

□ Tout est dit dans ce commentaire qui montre bien que le passage à l'euro a constitué « l'arnaque du siècle » (Nicolas Dupont-Aignan) et que loin d'avoir protégé les plus faibles, il a conforté le système du capitalisme-casino. C'est tout un processus de démondialisation (relocalisation des industries, retour à des espaces géographiques plus restreints...) qu'il conviendrait d'initier. En commençant par se débarrasser d'un personnel politique interchangeable et nuisible. Le site *Polemia* (12 novembre) nous rappelle, en effet, que « Mario Draghi est le nouveau patron de la Banque centrale européenne (BCE). Loukas Papadimos vient d'être désigné comme Premier ministre grec. Mario Monti est pressenti comme président du conseil italien. Ce sont trois financiers formés aux États-Unis, dont deux anciens responsables de la sulfureuse banque Goldman Sachs [...] surnommée aux États-Unis "government Sachs" tant elle est influente sur le gouvernement américain. »

□ Ces oiseaux de malheur qui imposent leur *diktat* mondialisant n'auront pas raison du réalisme politique qui conduira peut-être la Grèce (et demain, l'Espagne, l'Italie ou la France ?) à quitter la zone euro. C'est en tout cas une hypothèse sérieusement envisageable outre-Rhin où, « selon l'*hebdomadaire* Der Spiegel, le gouvernement d'Angela Merkel se préparerait néanmoins à l'éventualité selon laquelle la nouvelle équipe au pouvoir en Grèce refuserait de conduire le programme d'économies auquel le pays s'est engagé vis-à-vis de ses partenaires. Contrairement à l'Italie et l'Espagne, la Grèce serait désormais considérée à Berlin comme un "cas désespéré" » (*Le Figaro économique*, 13 novembre).

□ C'est d'ailleurs la thèse également soutenue par le philosophe, Henri Hude qui ose une comparaison intéressante : « Regardez la situation de la Grèce. Ne rappelle-t-elle pas celle de la République de Weimar sur la fin ? L'humiliation d'un peuple par un traité international dont l'application se révèle excessive et intenable. [...] La question à poser à l'Allemagne aujourd'hui est la suivante : "Vous rendez-vous compte que le traité de Maastricht est en train de se transformer en une sorte de nouveau traité de Versailles imposé à une partie de l'Europe ?" » (*Le Salon beige*, 14 novembre).

□ Alors qu'au moment où nous écrivons ces lignes, la "une" du *Parisien* (14 novembre) titrait sur la « solitude de DSK », la police travaille à démêler l'écheveau de l'affaire du Carlton de Lille, dans laquelle il serait aussi impliqué. Certes, l'ancien directeur du FMI s'en défend, mais il n'y pas de fumée sans feu et « ce dossier de mœurs s'est doublé d'un scandale financier : il y a eu des mises en examen pour escroquerie, abus de biens sociaux et faux et usage de faux. Car un homme d'affaires impliqué dans ces agapes tarifées les a facturées à son entreprise : une filiale du géant Eiffage, le troisième groupe français de travaux publics » (*La Libre Belgique*, 31 octobre). Quand les élites mondialisées se croient tout permis et omnipotentes...

□ Mais quelle autorité, morale, celle-là, serait légitimement fondée à remettre nos politiciens tricarés dans le droit chemin ? L'Église ? Pourquoi pas, mais à la condition que ses pasteurs en finissent avec leur conformisme pleutre et angélique. Benoît XVI vient pourtant d'exhorter les prêtres catholiques « à ne pas craindre le scandale que crée la parole de la Bible », en vue de « retrouver cette dimension de la parole qui offense, qui inquiète, qui juge », selon les termes de Gianfranco Ravasi, président du Conseil pontifical pour la culture, repris par Yvan Riouffol dans son blog (7 novembre). Et l'éditorialiste de rappeler, à la lumière du récent *Jésus* de l'historien Jean-Christian Petitfils (Fayard, 2011) que le Christ « ne craint pas le style provoquant [...], prophète authentique qui crie, invective, lance de cinglantes diatribes ». Le péché des hommes mérite bien une divine colère.

Aristide Leucate

❑ ÉTATS-UNIS

L'Amérique en révolte

Les "indignés" de Wall Street ont essaimé des campements dans des centaines de villes, avec, pour mots d'ordre, la dénonciation du système financier, de la politique monétaire et du chômage.

Qui sont-ils ? Qui sont-ils vraiment, ces milliers de jeunes et de moins jeunes qui occupent depuis deux semaines, dans des campements de fortune, le centre des affaires de centaines de villes aux États-Unis ? Qui sont-ils, ces insurgés hurlant leur dégoût d'un système injuste après avoir occupé les abords de Wall Street, la bourse de New York, d'où jaillit l'étincelle qui enflamma comme une trainée de poudre les quatre coins de ce pays-continent ?

Soutien populaire

Qui sont-ils, ces parias de l'*establishment*, ces réprouvés du conformisme dont le principal slogan - « *Nous sommes les 99 % de la société* » - ouvre le vrai débat, réclame de bonnes questions, parce que le 1 % qui reste contrôle à lui seul le quart de la fortune des citoyens ? Oui, qui sont-ils, ces porte-parole d'un ras-le-bol à peu près général qui roulent chaque soir leur sac de couchage, allument la nuit les braseros de l'automne, secouent la torpeur d'une nation souffrante et multiplient les appels pour un « *printemps américain* » ? C'est la partie visible, remuante, audacieuse du formidable iceberg de la classe moyenne qui, lui, reste entre deux eaux, flottant, docile, muet. Un tout récent sondage montre que 43 % des Américains approuvent ce soulèvement et qu'à peine 20 % le condamnent. Deux chiffres qui encadrent l'événement et lui donnent toute son envergure : c'est l'expression d'une détresse. La classe moyenne est malade - d'angoisse, de déception, de doute. Elle est malade d'un gouvernement démagogique, de mesures opportunistes, d'une fiscalité aberrante, d'un chômage chronique, d'une inflation dévorante. Elle est malade de voir son pouvoir d'achat s'éroder, son endettement grever l'avenir, ses maisons impayées vendues, ses emplois passer la frontière. La classe moyenne s'échauffa et ses jeunes descendirent dans la rue. L'*establishment* de gauche chercha très vite à phagocyter ces hordes vociférantes, à récupérer leurs différents messages afin de les réactiver plus tard au moment des grandes batailles électorales. De son côté, l'*establishment* de droite rejeta d'emblée cette "chienlit" des habitués fumeurs de joint, zonards congénitaux et traîne-savates professionnels gavés, bien sûr, de communisme et pourris d'anarchisme. Les deux *establishments* furent renvoyés dos à dos par une rue qui n'était pas plus dupe de la manœuvre de la gauche qu'elle n'était humiliée par le mépris de la droite. Au président Obama et au Parti démocrate, on rappela



Fin septembre, les protestations se sont étendues à Boston et à d'autres villes

que Ben Bernanke, président de la Fed (banque d'émission), fut l'architecte de l'odieux sauvetage des banques avec l'argent des contribuables et que Timothy Geithner, secrétaire au Trésor, s'est fait le cynique artisan d'une "restructuration" de l'industrie financière dont l'inavouable objectif consiste à renforcer les abus. Quant à l'état-major du Parti républicain, à ses élus du Congrès et à ses huit candidats à la Maison-Blanche, on fit simplement remarquer que l'opposition à laquelle ils appartiennent tous s'est montrée incapable d'imaginer une réforme "acceptable" de l'assurance-santé, un plan "réaliste" contre l'endettement et des mesures "cohérentes" contre le chômage. Bref, à la gauche, la rue reproche l'asphyxie du social par une imputrescible soumission au veau d'or de Wall Street et, à la droite, son impuissance à concevoir du social qui ne soit pas étouffé par un incontournable conservatisme fiscal.

Quatre objectifs

Que veulent-ils, ces indignés de la crise ? Quatre choses : assainir l'appareil banco-financier, supprimer la Fed prédatrice, abattre la dictature de Wall Street et faire repartir l'emploi. Quatre objectifs qui n'ont rien de communiste ni d'anarchiste. Faut-il avoir lu Marx pour s'emporter devant les manœuvres de Wall Street qui, en transformant les emprunts immobiliers en obligations d'État vendues sur le marché, provoqua la récession de décembre 2007 ? Faut-il avoir dévoré Lénine pour vitupérer contre le scandale des 20 milliards de dollars de gratifications versées aux employés de la Bourse au moment où des milliers de familles insolubles étaient jetées sur le pavé ? Faut-il avoir admiré Bakounine pour maudire la complicité entre les

banquiers, les affairistes et les politiciens dont les agissements aboutissent à d'odieux dégrèvements d'impôts, d'inadmissibles protections administratives ? En un mot, est-ce révolutionnaire de chercher à entamer puis à détruire l'expression la plus spectaculaire, la plus insupportable, la plus traumatisante d'un globalisme hautain et conquérant ?

Distance des élites

À cette dernière question, les deux *establishments* unis dans un même haut-le-cœur répondent par l'affirmative : des agités décidément sans éducation qui discréditent les élites et veulent casser leur machine. Le pays légal se serre les coudes face au pays réel. Jamais peut-être la cassure n'a été aussi grande entre les deux. Encore une fois, les chiffres parlent d'eux-mêmes. Si l'on ajoute au soulèvement contre Wall Street la flambée des Tea Parties - même spontanéité, même frustration, même populisme - on atteint plus de la moitié des Américains qui jugent leur pays mal gouverné. Trois spécimens de ce "néguvisme" : les jeunes diplômés qui se retrouvent brusquement dans la cuve nauséuse du chômage ; les pères de famille et les mères célibataires qui paniquent devant la fragilité de leur situation ; les quinquagénaires qui ont vu fondre leurs économies et sont angoissés pour leur retraite. Trois sortes de naufragés. Trois sortes de victimes d'un mécanisme grippé. On en voit des milliers comme eux dans tous les foyers d'ébullition de l'Amérique. On les traite de décalés, de marginaux. Il est temps que les "décideurs" les prennent pour ce qu'ils sont : la majorité. ■

De notre correspondant
aux États-Unis
Philippe Maine

CRISE

De l'UE au G20 Petite leçon de grec moderne

Croulant sous le poids de sa dette, la Grèce semble s'enfoncer dans un puits sans fond. Ce faisant, elle a contribué à souligner les faiblesses structurelles de la zone euro. Mais c'est aussi la planète entière qui vacille avec elle...



APRÈS LE VRAI-FAUX référendum du vieux loup de la politique grecque Papandréou, le pays s'est orienté vers une coalition technique qui a eu du mal à accoucher. La Nouvelle Démocratie, principal parti d'opposition (cela ne s'invente pas !), s'est assise à la table des négociations, une pince à linge au nez, avec un homme qu'elle considère comme l'un des principaux responsables de la faillite grecque.

Prince du chaos

On avait même pu légitimement s'inquiéter fin octobre, quand Papandréou, le prince du Chaos, a changé l'ensemble de l'état-major de l'armée. Ce Premier ministre, dont la langue maternelle est l'américain tout comme le nouveau, Papademos, représentant de la banque Goldman Sachs, a laissé la Grèce avec une dette publique supérieure à 160 % du PIB malgré les plans de rigueur... Et la chance de rembourser la dette s'amenuise avec la perte de richesses du pays, esclave de ses créanciers. Jusqu'au III^e siècle, les Romains pouvaient devenir esclaves pour dette, c'était le *nexum*. Jusqu'à son abolition, ce type d'asservissement provoqua la révolte de la plèbe. Les Patriens finirent par changer la loi et plus personne ne devint esclave pour un problème d'impayé. Les dettes souveraines permettent aujourd'hui de nouveau ce genre de servitudes. Englué dans la pire des crises depuis les Colonels, la Grèce joue son maintien dans la zone euro. Élections anticipées ou référendum, tous les scénarios fragilisent le versement des aides du plan de sauvetage européen. L'Europe n'a pas ménagé ses efforts pour tenter de consolider la zone euro : 130 milliards de prêts bonifiés et effacement de 50 % des dettes bancaires... Des gestes de solidarité qu'une écrasante majorité de Français (près de 90 %) jugent "à fonds perdus". Défiants à l'égard de la monnaie unique qui, souvenons-en, fut, à l'occasion de son introduction, source d'inflation des prix, les Français doutent de la nécessité de voler au secours de la Grèce. Ce qui donne à réfléchir sur l'intégration à marche forcée dans la zone euro que la Grèce avait intégrée avec retard pour des raisons de mise à niveau écono-

mique. Mais aussi sur le semblant d'unité d'un conglomérat institutionnel qui n'a pas su éviter les effets de la contagion aux autres pays latins. Certes, le couple franco-allemand était à la manœuvre mais pour mieux démontrer la vacuité des instances européennes tétanisées par leur impuissance. La politique du Pasok, les socialistes au pouvoir depuis trois ans, a plongé le pays dans une profonde récession sans remettre à niveau les comptes publics. Aujourd'hui, c'est le sort d'un pays de onze millions d'habitants qui semble sceller celui de la croissance mondiale ! La politique de cavalier seul de la Grèce a mis définitivement à mal la crédibilité déjà bien entamée de la zone euro.

L'Europe humiliée

Et ce n'est pas le G20 de Cannes qui a donné du baume au cœur l'Europe, entre un Barack Obama condescendant, une présidente brésilienne qui thésaurise ses réserves "amasées à la sueur de son peuple" et un Dmitri Medvedev qui donne malicieusement des leçons aux Européens en rappelant comment avaient été traités les pays du Sud qui ne savaient pas gérer leur dette... Le coup de pied de l'âne est venu d'un Européen, anglais certes, David Cameron, qui a reconnu préparer des plans pour faire face à la disparition de l'euro... que son pays a toujours refusé d'adopter ! Le seul cadeau que fit Obama à Sarkozy, ce fut pour la naissance de sa fille Giulia et non pour l'Europe au bord du gouffre qui devra se satisfaire pour solde de tout compte des seules « *sympathies* » du président américain. Bref à Cannes, le festival des faux-culs pour un *thriller* mal nommé... Un G20 en France qui devait être une consécration internationale pour Nicolas Sarkozy après l'accord de Bruxelles sur la crise grecque. Las, sur la Croisette, les étoiles ont pâli : celles du drapeau azuré européen comme celles des stars de la gouvernance mondiale... □

Philippe Lornel

– La peine de mort, 30 ans après l'abolition

Il y a trente ans, le 9 octobre 1981, était promulguée la loi abolissant la peine de mort en France – quatre ans après la dernière exécution d'un condamné. Retour sur la peine capitale et les débats qu'elle continue de susciter.

❑ EXÉCUTIONS

« La journée sera rude »

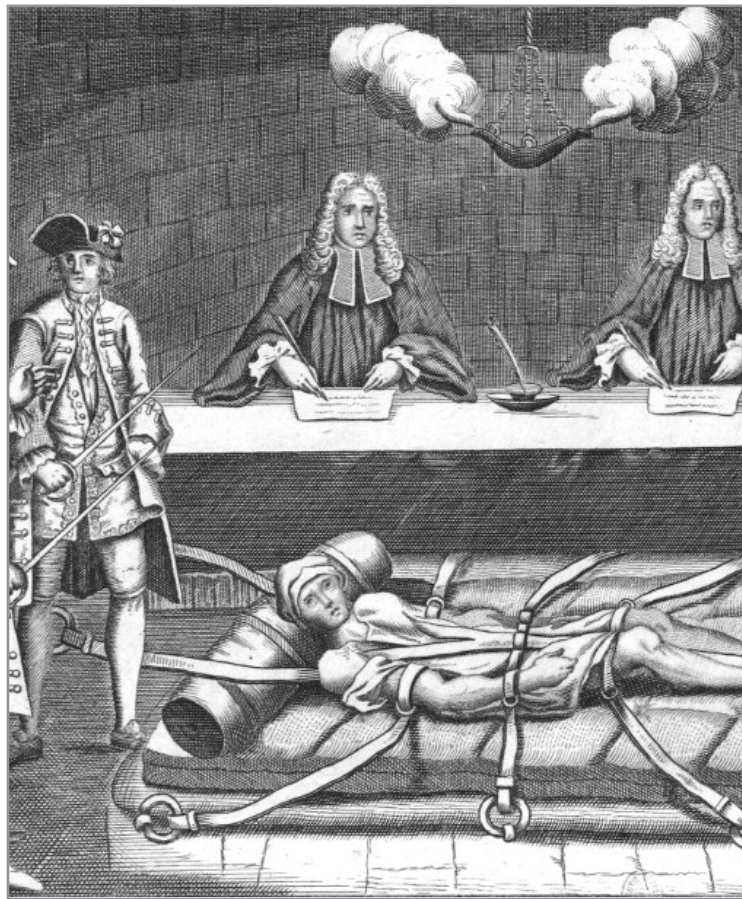
Au même titre que cordonniers ou charrons, bourreau appartiendra sous peu à la famille des petits métiers d'autrefois. On verra bientôt Jean-Pierre Pernaut, avec cette nostalgie mielleuse qui fait sa marque, consacrer un reportage à cet univers professionnel tellement rustique, témoignage de la France de naguère. Et bien que le nom des Sanson, bourreaux de Paris de père en fils de 1688 à 1847, nous renvoie aux fureurs révolutionnaires, il y a fort à parier que l'on saluera le savoir-faire de ces gens qui exerçaient en famille, comme les Bach pour la musique ou les Cassini pour la cartographie. Autre époque.

Bourreau de père en fils

On voudrait commencer comme un conte et annoncer "il était une fois", mais le sujet ne s'y prête guère. Dans la France d'Ancien Régime, on est bourreau de père en fils, et comme le métier fait peur, traîne une réputation sinistre, on se marie entre soi. Une forte endogamie réunit donc, une fois l'an, le jour des Rois, tous les cousins de province, tous bourreaux, chez les Sanson à Paris. Il y a là les Jouënné, exécuteurs de justice depuis la nuit des temps, déjà à Londres avec Guillaume Le Conquérant, et plus tardivement installés en Normandie. En se liant à une fille Jouënné, Charles Sanson, fruit d'un lignage assez distingué dans la région d'Abbeville, soldat en rupture de régiment, épousa tout en même temps une famille et une profession. Son beau-père lui servit d'instructeur et lui apprit à rouer avec une main ferme, à pendre sans appréhension, tous ces petits secrets du métier, ces tours de main qui font la fierté de l'exécutant, qui "pose" un peu son bourreau.

Le 23 septembre 1688, Charles Sanson obtenait la charge de Bourreau de Paris par une lettre de provision signée Louis XIV. Où loge-t-il ? Dans un premier temps, comme ses devanciers, entre les Halles et l'église Saint-Eustache, au Pilori. Ce bâtiment, disparu de nos jours, avait la forme d'un octogone, en pierre au rez-de-chaussée où logeait le bourreau, en bois à l'étage où étaient exposés les condamnés. Les régimes passent mais les bourreaux demeurent ! Pour les Sanson, de Louis XIV à Louis-Philippe.

Un certain sens de l'État ? Voire. Qu'une mort précoce fauche l'un d'entre eux et le réseau familial fera bloc pour défendre le droit de l'héritier encore mineur. À la façon de leurs souverains et maîtres, ce sera leur période de régence. Il faut dire que la place est lucrative à commencer par ce droit de havage - supprimé en 1721 - qui consiste, en étant ac-



Robert François Damiens devant ses juges

compagné de ses valets, munis d'une grande cuillère et d'un panier, à se saisir d'une quantité de denrées à chaque étalage des Halles. Faut-il préciser qu'une tête tranchée rapporte 100 livres, une personne rouée 50, un pendu 25, le transport d'un cadavre 30, sans oublier la réparation d'une épée que l'on comptabilise aux alentours de 24 livres ? Vous voilà en vieux, le regard libéral, vous pistoletez déjà le fonctionnaire.

Damiens écartelé

Mais on voudrait vous y voir, vous ! Passe encore pour Cartouche, Lally-Tollendal ou encore le chevalier de La Barre, mais Damiens ? Damiens ! Oui, vous allez nous rappeler le petit coup de canif porté à Louis XV un soir de janvier 1757. Certes ! Tout comme vous, nous condamnons cet acte insensé. Il n'empêche. Lorsqu'il eut écouté la sentence qu'on lui réservait au matin de son exécution, Damiens, avec une économie de mots, résuma ce qui l'attendait : « *La journée sera rude !* » Sous les fenêtres de la place de Grève, louées par des particuliers comme des loges d'opéra, Sanson reçut ordre du Parlement de Paris de ténasser, verser du plomb fondu sur les plaies, tirer, démembrer et brûler vif ledit Damiens. Pour l'écartèlement, pratique inusitée depuis 1610 sur le régicide Ravallac, les Sanson n'ont pas seulement recours à quatre chevaux, ils se plongent dans des traités aussi nauséux qu'informés sur la résistance des corps. Comment ne

pas comprendre Gabriel Sanson, horrifié par ses actes, près à défaillir ? Comment ne pas comprendre dès lors les écrits du marquis César de Beccaria, aristocrate milanais, qui, à partir de 1765, établit les bases d'une réforme de la justice ?

Le début de la fin

Dans son *Traité des délits et des peines*, Beccaria rejette la cruauté des supplices qui accompagne la peine de mort et se révolte contre « *ces boucheries secrètes établies dans l'obscurité des prisons* », réclame donc la fin des fameuses « *question ordinaires et extraordinaires* », le supplice des brodequins lors des interrogatoires que pratiquaient les Sanson à la Conciergerie, prison du Parlement. Bien plus que Voltaire, l'œuvre de Beccaria contribue à orienter Louis XVI dans ses choix lorsqu'il signe un édit royal en 1780 qui supprime le supplice des brodequins, c'est-à-dire, en somme, la Question. C'est bien la monarchie, et il faut le répéter avec force, qui a initié ce grand mouvement philanthropique, malheureusement interrompu par les fureurs révolutionnaires, pas moins de deux mille exécutions pour Charles-Henri Sanson dont celles de Louis XVI et Marie-Antoinette.

Commis d'office le 21 janvier 1793, Charles-Henri demeure le plus célèbre de toute la famille Sanson. Mais cette notoriété est discutable tant notre homme faisait preuve de maladresses avant l'apparition de la guillotine, affichait un dégoût croissant pour son

ARGUMENTS

Victor Hugo en débat

Du *Dernier jour d'un condamné* à *Genève et la peine de mort* : point de vue hugolien sur la peine capitale.



« *Condamné à mort ! Voilà cinq semaines que j'habite avec cette pensée, toujours seul avec elle, toujours glacé de sa présence, toujours courbé sous son poids !* » Voilà comment débute *Le Dernier jour d'un condamné*, plaidoyer hugolien contre la peine de mort. On passera vingt-quatre heures insupportables, poignantes, parfois touchantes au côté d'un homme écrasé par le poids de sa condition, accablé par la sentence. Le récit est lourd et pourtant l'œuvre est courte. La forme est celle d'un journal qu'un condamné à mort écrit le jour précédent son exécution, faute de pouvoir le faire le lendemain, nous livrant ses états d'âme, son angoisse, ses regrets. On voyage durant six semaines dans la vie de ce malheureux, de son procès jusqu'à son exécution. Cet homme est assez mystérieux : on ne sait pas grand-chose de lui et encore moins de son crime. Hugo voulait que l'on puisse en faire un cas universel.

Évacuons cet amas de pitié et d'agonie pour nous concentrer sur le fond. C'est avec grand regret que je n'ai rien lu qui puisse aller à l'encontre de la peine de mort. On a certes de l'empathie pour cet ectoplasme qui n'est presque plus un homme, tant il est impersonnel, mais mise à part sa souffrance à lui, rien ne se dirige à l'encontre de sa peine. Et puis, après avoir lu la description de la vie carcérale de cette époque, on se dit que la peine de mort avait un côté pratique. Pour le coup, Hugo décoit. Il y a, dans ce livre, à peu près le discours de la plupart des opposants à la peine de mort. Comme l'avait durement mais justement écrit à l'époque Jules Janin dans *La Quotidienne*, « *un drame ne prouve rien* ». C'est autre part qu'Hugo va se révéler intéressant : dans *Genève et la peine de mort* en 1862. « *Est-ce parce que la peine de mort est la justice ? Oui, dit la théorie ; l'homme était coupable, il est puni. Non, dit la pratique ; car*

l'homme est puni, c'est bien, il est mort, c'est bon ; mais qu'est-ce que cette femme ? C'est une veuve. Et qu'est-ce que ces enfants ? Ce sont des orphelins. Le mort a laissé cela derrière lui. Veuve et orphelins, c'est-à-dire punis et pourtant innocents. Où est votre justice ? » Enfin une véritable question posée !

Il poursuit : « *Mais si la peine de mort n'est pas juste, est-ce qu'elle est utile ? Oui, dit la théorie ; le cadavre nous laissera tranquilles. Non, dit la pratique ; car ce cadavre vous lègue une famille ; famille sans père, famille sans pain ; et voilà la veuve qui se prostitue pour vivre, et voilà les orphelins qui volent pour manger. Dumolard, voleur à l'âge de cinq ans, était orphelin d'un guillotiné.* »

Ce n'est pas l'individu seul qui paie son crime à la société car sa femme et ses enfants sont touchés. C'est toute la famille qui est décapitée, prouvant au passage qu'elle est bien la véritable unité sociale et la base de la société. C'est cet argument qu'il faut retenir d'Hugo : la famille souffre et devient un terreau favorable au développement de la criminalité. Le cycle est sans fin. Pour ceux qui ne sont pas touchés par l'aspect injuste et inefficace de la peine de mort, je leur propose de transposer la situation à notre époque : on pourrait imaginer que cette mère ou ce père, se trouvant seul avec ses enfants, profiterait d'une aide d'État pour parent célibataire ou de telle autre allocation, et cela ne coûterait sans-doute pas moins cher qu'un prisonnier ! La peine de mort est donc injuste, inefficace et n'est pas plus économe qu'une incarcération. Néanmoins, la grande faiblesse de cette réflexion réside en ce qu'elle se restreint au cadre familial et ne concerne pas le marginal ou le solitaire. ❑

Antoine Desonay

métier et s'était épanoui, en herbormisant dans son domaine de Brie-Comte-Robert, comme apothicaire du dimanche. Il confectonnait dans son laboratoire des remèdes qui se vendaient fort bien. Ce n'est pas nous qui lui reprocherons cette activité compensatrice. Reste que si les Sanson survécurent à la Terreur, à Napoléon, à la Restauration pour atteindre la Monarchie de Juillet, ils succombèrent de manière par-

faitement inattendue. Le dernier rejeton de la famille, Henri-Clément, joueur sans limite, misa sur le tapis vert, un soir de mars 1847, son instrument de travail... et le perdit. Le ministère de la Justice avança 3 800 francs nécessaires au dégagement de la guillotine mais révoqua du même coup Henri-Clément Sanson. La tragédie s'achevait en farce. ■

Marc Savina

❑ POSER LE DÉBAT

N'est pas bourreau qui veut!

Vouloir résoudre la question de la peine de mort sous le seul angle de son efficacité a tout d'une gageure. Qui veut se faire une religion sur la question doit la poser en termes de légitimité.



Louis XIII en Hercule

À ne poser la question de la peine de mort qu'en termes d'efficacité, l'on désespère de trouver une réponse qui satisfasse pleinement. Classiquement, la peine pénale poursuit trois objectifs : dissuader *a priori* le délinquant latent de passer à l'acte, empêcher *a posteriori* le coupable de récidiver, et éviter que la société ne cherche à se venger elle-même. Or sur tous ces points, il n'est pas dit que la peine capitale soit particulièrement efficace. Dissuade-t-elle de consommer l'infraction ? Rien n'est moins sûr, pis encore, dans le cas des crimes politiques, elle peut y inciter puisque alors le délinquant tient l'occasion de mourir en martyr. Évite-t-elle la récidive ? Sans doute, nul coupable qui soit mort ne pouvant réitérer. Mais n'en va-t-il pas de même du coupable reclus à perpétuité qui purge effectivement sa peine ? Enfin, apaise-t-elle les velléités de vengeance collective ? Certes, mais là encore la réclusion à vie est une alternative, au surcroît préférable diront certains, pour qui les barreaux perpétuels paraissent plus coercitifs que le couperet ponctuel. Bien plus décisive est la question de la peine de mort posée sous l'angle de sa légitimité. C'est d'ailleurs sur ce terrain-là que les abolitionnistes ont porté le débat, depuis Beccaria jusqu'à Badinter. Le 17 décembre 1981, face aux députés rassemblés pour discuter du projet de loi relatif à l'abolition, celui-ci affirma sans ambages que « *la question de la peine de mort [...] ne se pose pas en termes de dissuasion, ni même de technique répressive, mais en termes de choix politiques ou de choix moral* ». Ce choix moral est chez lui, comme chez tous les abolitionnistes, entièrement conditionné par le paradigme des

droits de l'homme. Si la peine capitale est illégitime, si elle est immorale, c'est en tant qu'elle conduit d'une part à violer la dignité de la personne humaine, d'autre part à investir indument l'État du pouvoir de disposer de la vie de ses citoyens ce qui, selon Badinter, est la marque des « *systèmes totalitaires* ». Toute l'erreur libérale tient dans ces deux griefs : une fausse conception de l'homme et une fausse conception de l'État. L'homme de la Déclaration de 1789 est un homme figé dans sa nature immuable. Sa dignité, acquise de naissance, nul acte qu'il commet, fût-il monstrueux, ne saurait la lui ôter. Dans cette perspective, la peine de mort est inacceptable parce qu'elle déchoit l'individu de la dignité qu'il a acquise *ab initio* de façon définitive, elle consiste à le nier dans sa nature même. Qui ne voit ici l'économie profondément anthropocentrique de la Déclaration qui vise, en tuant Dieu, à défier l'homme ? Et qui ne voit dans l'abolition de la peine capitale le corolaire de cette déification ? Tuer l'homme c'est tuer un petit dieu et c'est en soi inacceptable. Le petit dieu c'est ce condamné dont c'est le dernier jour dans la nouvelle de Victor Hugo. Nul ne sait le crime qui le mène à l'échafaud mais qu'importe, puisque rien ne justifie que l'on attente ainsi à sa nature. 1789 annonçait donc 1981, car l'idée était déjà là, en latence, dans les textes et dans l'esprit. D'aucuns allègueront qu'entre-temps il y eut 1793. Lors de la session parlementaire de 1981, un député ne manqua pas de le faire. À Badinter qui évoquait la proclamation par la Convention de l'abolition de la peine de mort à dater de l'instant où la paix serait revenue, il rétorqua : « *On sait ce que cela a coûté en Ven-*

dée ! » Il n'en demeure pas moins que l'esprit abolitionniste était là, en sommeil, qui n'attendait qu'une conjoncture favorable pour s'exprimer, qu'une occasion pour parfaire la déification de l'homme. À cet essentialisme répond le paradigme existentialiste chrétien qui, pour ne pas nier la dignité de la personne, ne la fige pas davantage dans sa nature. La dignité s'acquiert et se perd. Dès lors, la condamnation capitale n'apparaît pas comme la négation d'une dignité supposée naturelle et immuable, mais comme la constatation de ce que, par l'existence, elle a été perdue. Au demeurant, la peine de mort investirait l'État d'un pouvoir discrétionnaire de disposer de la vie de ses citoyens. Pour éviter que sur un caprice il n'ôte vie à qui bon lui semblerait, on lui retire institutionnellement le pouvoir de le faire. L'assertion postule que l'État est ordonné par essence à lui-même, qu'il est en quelque sorte un sujet sadien doté de pouvoirs régalien, qu'il est en définitive ce que Pasolini décrivait du fascisme. C'est là sans doute une définition qui sied parfaitement à l'État libéral, lequel pour avoir déserté sciemment le terrain du bien commun ne connaît plus d'autre fin que lui-même. Mais l'erreur consiste à considérer cet auto-centrisme de l'État comme une fatalité quand il s'agit d'une anormalité ! L'État doit être ordonné au bien commun, c'est la règle et nos rois l'ont suivie scrupuleusement durant plus d'un millénaire. Tendue vers cette fin, il est alors légitime qu'il emploie le cas échéant la peine capitale afin d'éviter que le criminel ne participe de la désagrégation sociale. Le tout l'emporte sur la partie. C'est bien ainsi que l'entendait saint Thomas d'Aquin qui, dans la *Somme contre les Gentils*, écrivait : « *Le bien commun l'emporte sur le bien particulier, aussi convient-il de sacrifier celui-ci à celui-là. Puisque la paix entre les hommes est compromise par quelques hommes dangereux, il faut les retirer de la société des hommes.* » On aura néanmoins compris que si le bien commun justifie que l'État use de la peine de mort, encore faut-il qu'il soit ordonné au bien commun... À l'heure où quelques-uns, cédant à l'émotion que suscitent chez eux certains faits divers, en appellent au rétablissement de la peine capitale, nous devons dire toute notre réserve. Outre qu'il n'apport pas clairement qu'elle soit efficace, la peine de mort n'est légitime que dans la mesure où l'autorité qui la prononce l'est elle-même. En dernier ressort, notre position est réductible à l'axiome. Foin de décollation sans Roy ! ■

Louis Naro

AUJOURD'HUI

La peine capitale dans le monde

Panorama mondial des exécutions, selon leur nombre et leurs modalités.



QUASIMENT inexistante en Europe (la Biélorussie étant la seule exception), la peine de mort n'en est pas moins présente dans les autres parties du globe. Si la majorité l'ont abolie, elle existe encore dans les textes de nombreux pays et sa mise en pratique, tant par le nombre d'exécutions que les moyens de tuer, est plutôt hétéroclite. D'ailleurs, le 14 octobre dernier a eu lieu à Kigali (Rwanda) un moratoire sur l'exécution de la peine de mort financé par l'IEDDH (Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme).

La Chine en tête

Cent quarante pays membres de l'ONU sur cent quatre-vingt-dix n'appliquent plus la peine de mort. Les pays qui l'appliquent le plus sont respectivement (les chiffres donnés concernent l'année 2010) : la Chine (plusieurs milliers d'exécutions), l'Iran (au moins deux cent cinquante-deux), la Corée du Nord (au moins soixante), le Yémen (quarante ou plus), les États-Unis (quarante-sept). Vingt et un pays ont pratiqué au moins une exécution capitale en 2010, la majorité d'entre eux étant en Asie et en Afrique. Plusieurs façons d'exécuter peuvent coexister au sein d'un même pays. L'injection létale est utilisée notamment aux États-Unis et en Chine, l'arme à feu est en vigueur dans soixante-treize pays (notamment en Chine) et la pendaison par forte chute dans cinquante-huit pays (notamment les pays islamiques appliquant la charia, et entre autres le Japon et la Malaisie). La lapidation est encore appliquée dans les pays appliquant la charia (Nigeria, Arabie saoudite, Iran, Yémen...). La pendaison-strangulation est appliquée en Iran, et la décapitation au sabre en Arabie saoudite. La chaise électrique et la chambre à gaz ne sont quasiment plus utilisées. Les méthodes de condamnation varient d'un pays à l'autre. En Iran, à Singapour et en Malaisie, l'application de la peine de mort est automatique. Dans les autres pays non abolitionnistes, la condamnation passe par un procès. Dans la plupart des États américains appliquant la peine capitale (trente sur trente-cinq), il est nécessaire d'obtenir l'unanimité d'un jury de douze personnes choisies au hasard. Dans d'autres pays comme la Chine, l'Inde ou le Japon, la sentence est réservée à un panel de trois magistrats.

Un renvoi en appel peut être demandé dans les pays de droit civil (excluant de fait les États-Unis). Si la condamnation est toujours effective, une grâce peut éventuellement être accordée par un haut représentant du pouvoir exécutif (les gouverneurs aux États-Unis, le ministre de la justice au Japon...). Au niveau global, la peine de mort ne concerne finalement qu'un nombre assez restreint de personnes (surtout si l'on exclue la Chine, responsable de la quasi-totalité des condamnations à mort). De plus, il règne au niveau planétaire une tendance fortement abolitionniste encouragée notamment par les instances européennes. (Nous étions trente-cinq pays en 1981 à avoir aboli la peine de mort.) Cette tendance a notamment été initiée par Robert Badinter, l'ancien ministre de la Justice. Il a soutenu la constitutionnalisation de l'abolition, ainsi que la signature de traités internationaux interdisant un retour par la loi à la peine de mort. L'IEDDH est une instance puissante avec un portefeuille de plus d'un milliard d'euros (répartis sur sept ans). L'Union européenne et quelques ONG comme Amnesty International interviennent médiatiquement lors de certaines condamnations à mort, notamment celles ayant lieu aux États-Unis. L'entrée dans l'Union européenne n'est d'ailleurs possible que pour les pays abolitionnistes (ce qui explique l'abolition de la peine de mort en Turquie).

Débat biaisé

Cette évolution plus ou moins idéologique a pour conséquence d'interdire le débat en marginalisant à outrance les pro-peine de mort. Seules quelques voix s'élèvent encore, par exemple celle de Marine Le Pen, qui proposerait un référendum sur le rétablissement ou non de la peine de mort si elle gagnait la présidentielle de 2012. La peine de mort s'est progressivement assimilée à une idée extrémiste, ce qui par nature tue le débat dans l'œuf. La peine capitale se trouve réduite à une idée rétrograde, inhumaine et anti-droit-de-l'homme. Mais si le débat effraie, sans-doute faudrait-il au moins le dévier sur celui d'une perpétuité réelle, sentence qui fait parfois cruellement défaut en France. ❑

Vincent Gallois

■ UCHRONIE

La Belgique réinventée

Le prince Stéphane de Lobkowicz s'essaie à l'uchronie. En revisitant l'histoire de la Belgique, il affecte également la France et l'Europe, où des personnages bien connus jouent un rôle inattendu.



Astrid de Suède fut la reine des Belges jusqu'à sa mort dans un accident de voiture.

Stéphane de Lobkowicz est le chef de l'une des familles princières les plus importantes de Belgique. Mais à la qualité de sa naissance, il ajoute un esprit original, inventif, et pratique le non-conformisme comme un des beaux-arts. Il en témoigne par son dernier livre tout à fait surprenant. Déjà, à lui seul, son titre l'est : *La reine Astrid n'est pas morte à Kussnacht...* Il imagine que le 29 août 1935, sur les bords du lac des Quatre-Saisons en Suisse, ce n'est pas la reine mais son mari le roi Léopold qui meurt dans le tragique accident de voiture. À partir de là, l'auteur remodèle toute l'histoire de Belgique. Il lui donne un cours né de sa seule imagination. Maître du grand échiquier, dont il ordonne le jeu, il reprend les per-

sonnages réels en leur attribuant des rôles qu'ils n'ont jamais eus. Il fait de la reine-mère Élisabeth, la veuve d'Albert I^{er}, "le roi chevalier", celle qu'en 1914-1918 on baptisa "la reine infirmière", la régente de Belgique ; Baudoin, l'héritier du trône, n'est encore qu'un enfant.

Exil à Londres

Nous n'entreprendrons pas de conter toutes les péripéties de cette histoire recomposée, ce serait priver le lecteur des effets de surprise qui viennent enchanter la lecture. Pour lui en donner un avant-goût, qu'il sache que la Régente, bien malgré elle, mais faisant contre mauvaise fortune bon cœur, se retrouvera à Londres. Qu'il sache aussi qu'avec

la complicité du général Franco, son petit-fils Baudoin fut exfiltré d'Espagne et put rejoindre sa grand-mère en Angleterre. Abracadbrantesque eut dit Jacques Chirac.... et passionnant. Les lecteurs français apprendront que le chef de la France libre s'appelle Philippe Pétain et que le général De Gaulle est son Premier ministre. La paix revenue, « *fin tacticien* », De Gaulle, « *eut tôt fait d'évincer le Maréchal, soupçonné de perdre la raison à cause de son grand âge, plus de quatre-vingt-dix ans* ».

Tragi-comique

L'épilogue, tout aussi imaginaire que l'ensemble du livre, se conclut sur une pirouette tragi-comique. La Régente laisse la place à Baudoin. Il prête serment devant les chambres réunies. Soudain se fait entendre une voix rocailleuse, celle de Julien Lahaut, le ministre communiste, criant avec une force étonnante : « *Vive le Roi !* » Si le comique se mêle ici au tragique, c'est parce que l'épisode a eu lieu, mais dans le sens inverse. Député communiste, Lahaut aurait crié : « *Vive la République !* » du moins, on l'a cru. Une semaine plus tard, il fut abattu chez lui, fin des années... quatre-vingt-dix. On a su que c'est Glineur, autre député communiste, et non Lahaut qui avait poussé le cri séditieux. Ainsi, l'Histoire est comme un jeu d'ombres et trompe-l'œil. Celui dû à SAS le prince Stéphane de Lobkowicz est un exercice de haute voltige. Réussi comme peut l'être une figure du Cadre noir de Saumur... ■

Charles-Henri Brignac

✓ Stéphane de Lobkowicz, *La reine Astrid n'est pas morte à Kussnacht...*, éditions de l'Arbre, 333 p., 18,90 euros.

LIVRES

Regards sur saint Joseph

PARMI les innombrables révélations que Marie d'Agreda affirmait avoir reçues d'En-Haut, figuraient de nombreux détails concernant la vie de saint Joseph. On peut émettre, au sujet de ces révélations privées, de nombreuses réserves et d'abord faire remarquer que la visionnaire ne dit rien qu'elle n'ait pu connaître soit par les évangiles, canoniques et apocryphes, soit par la tradition constante de l'Église. Noter aussi qu'il y a là foule d'historiettes et de détails merveilleux très éloignés de l'esprit évangélique et de ce que nous pouvons savoir et de-



viner de la vie cachée de la Sainte Famille. Cependant, voilà près de quatre siècles que des fidèles font leur miel de ces textes et cela justifie l'édition, sous forme d'une biographie cohérente, des passages concernant saint Joseph. Ils peuvent nourrir des méditations, à condition de ne pas vouloir leur accorder une valeur intrinsèque qu'ils ne sauraient posséder.

Mieux vaut, sans doute, leur préférer ce très beau texte d'un dominicain, initialement paru en 1956 sous forme d'un *Mois de Saint Joseph*, en un temps où l'on honorait encore en mars le père nourricier du Christ. S'appuyant sur les écrits bibliques, les Pères, les Docteurs et les connaissances archéologiques, voici en effet l'approche la plus plausible, sur le plan biographique, la plus exacte, sur le plan théologique, et la plus fervente qu'il soit possible de lire concernant le dernier patriarche. C'est simple, lumineux et touchant. ■ A.B.

✓ Marie de Jésus d'Agreda, *Vie admirable de saint Joseph*, Téqui, 200 p., 14 € ; père Michel Gasnier, *Joseph le Silencieux*, Salvator, 220 p., 9,95 €.

CINÉMA

Les films de novembre

■ *Jeanne captive* (en salles) - Pour son troisième long-métrage, Philippe Ramos s'est attaqué à un sujet difficile : Jeanne d'Arc, montrée ici dans ce laps de temps entre sa détention par le seigneur Jean de Luxembourg, sa vente aux Anglais et sa fin tragique. Avec peu de moyens (le son est assez médiocre), Ramos nous livre de belles images, des séquences minimalistes mais bien agencées. Le "hic" majeur c'est l'interprétation "peu habitée", statique et pour tout dire bien faible de Jeanne par l'actrice Clémence Poésy qui n'est manifestement pas à la hauteur du rôle - surtout si l'on se souvient de l'éblouissante Sandrine Bonnaire dans la Jeanne d'Arc de Rivette ! Seul de tous les comédiens Thierry Fremont tire son épingle du jeu...

■ *Les Adoptés* (sortie le 23 novembre) - Mélanie Laurent, que l'on voit curieusement souvent sur les plateaux de cinéma malgré un manque de charisme et un jeu passe-partout, a voulu dans ce film être à la fois réalisatrice, co-scénariste et dialoguiste. Le résultat ennuyeux au possible de cette histoire de famille, de femmes et d'enfants traitée de façon émotionnelle et répétitive nous prouve que n'est pas réalisateur qui veut et que, tout bien pesé, le rôle d'actrice lui sied beaucoup mieux.



■ *The Lady* (sortie le 30 novembre) - Film de Luc Besson qui nous raconte dans une fiction réaliste le combat pour la liberté de la Birmane Aung San Suu Kyi. Cette héroïne courageuse, détentrice du prix Nobel de la paix, libérée en 2010 après dix années de détention, continue sa lutte pour la démocratie contre la junte militaire. Le récit oscille de façon un peu décousue entre son amour pour son mari et ses enfants, qu'elle sacrifie, et son engagement militant. Quelques très belles séquences tournées en Thaïlande et la convaincante prestation de l'actrice Michelle Yeoh ne nous empêchent pas de décrocher assez vite du personnage et d'un récit sans souffle qui s'étire jusqu'à l'ennui. Pour ne rien arranger on ne retrouve pas ce qui fait l'originalité et la force de Luc Besson réalisateur. Quant à Éric Serra, sa musique est piètrement mélodramatique et fini par plomber une réalisation qu'on oubliera vite. □

Frédéric Pic

THÉÂTRE

Résurrection célinienne

Un théâtre parisien met en scène un extrait du roman *Mort à crédit*.

LA PRÉSENTATION scénique de *Mort à crédit* assurée actuellement par le comédien bordelais Éric Sanson justifierait qu'on coure le voir avant la dernière représentation programmée au théâtre Essaïon fin décembre. Avec un professionnalisme et un talent certains, mais surtout avec un grand respect et un amour pour l'auteur et son œuvre, le comédien "est" tantôt Céline, tantôt Courtial des Pereire, plutôt qu'il ne les joue. Sans chercher à imiter la voix de Céline, sans "truquer", il conserve son accent du Sud-Ouest pour ne s'attacher qu'au sens, à l'harmonie, à la pureté du texte. La mise en scène de Renaud Cojo, dans un décor réduit à quelques accessoires, sert l'œuvre sans rien trahir et favorise le contact entre l'interprète et son public. Le spectateur jubile. De simple auditeur, il devient complice, presque confident. Qu'il soit déjà un célinien convaincu ou qu'il découvre le texte, il se laisse prendre, emporter, envahir par les mots et les images.



Une heure de pur plaisir comme on souhaiterait en trouver souvent au théâtre. En début d'année Serge Klarsfeld s'était opposé à la célébration officielle du jubilé de la mort de Louis-Ferdinand Céline. Force est de constater que cette censure n'a pas eu l'effet voulu : jamais autant d'études, d'articles de presse, de biographies, de rééditions ou de spectacles n'avaient aussi justement remis un auteur sur le devant de la scène ! □

Arnaud Danloux-Dumesnils

✓ Théâtre Essaïon, 6 rue Pierre-aux-Lard, Paris 4^e ; jusqu'au 30 décembre, les jeudi, vendredi et samedi à 20 heures ; prix des places : 20 euros ; tarif réduit : 15 euros ; réservations : 01 42 78 46 42 ou www.essaion.com

■ LIVRES

Vérités sur 1914-1918

Après la mort des derniers combattants de la Grande Guerre, l'historiographie entre dans une nouvelle phase qui, renonçant à désacraliser un "mythe" patriotique, concilie respect dû à l'héroïsme et vérité.

Le titre de l'essai du lieutenant-colonel Rémy Porte, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*, est réducteur, comme le souligne son préfacier, André Martel, dans un avant-propos remarquable. Car enfin, une chronologie, par définition, n'est pas ouvrage dont on fait un livre de chevet et que l'on prend plaisir à lire, sinon par nécessité. Or, Rémy Porte, emporté par son sujet, n'a pu s'en tenir à une stricte énumération de dates et de faits décharnés et c'est une chronique, voire des annales, de juin 1914 à 1919, qu'il propose ici avec assez de détails et de plume pour en faire une lecture suivie.

Un panorama saisissant

Véritable précis, son ouvrage, fruit d'un travail dont l'immensité et le sérieux sont évidents, ne se borne pas à traiter des questions militaires mais englobe les aspects politiques et sociaux du conflit, s'arrête à la mort de Péguy, Alain Fournier, Apollinaire, insignifiantes comparées à l'immense tuerie en cours et si lourdes de conséquences s'agissant du rayonnement de la France, s'intéresse à la presse, aux empires coloniaux, entraîne le lecteur d'un front à l'autre, de l'état-major allemand au russe, de l'italien au britannique, de sorte que s'étend devant lui un panorama saisissant et que l'outil de travail, indispensable, devient livre d'histoire à part entière.

Cette vue d'ensemble, et le recul, permettent de comprendre combien cette guerre demeurait évitable et à quel point son déclenchement reposa sur une erreur de jugement de l'ensemble des beligerants qui n'en anticipèrent pas l'ampleur, la violence, le coût, l'horreur, les conséquences. Peut-être eussent-ils, sinon, réfléchi avant de déclencher un cataclysme dont ils perdirent presque aussitôt le contrôle... *Vers la guerre totale, le tournant de 1914-1915*, publié sous la direction de John Horne, réunissant des spécialistes français, britanniques, allemands, américains, belges, permet de disséquer le phénomène.

Dans l'hypothèse d'un conflit franco-allemand sous-jacent depuis 1871, l'Europe s'était préparée à une guerre "moderne", comparable aux récents affrontements de Mandchourie ou des Balkans et s'attendait à une déflagration brutale, mais classique, circonscrite et surtout brève, en quoi l'optimisme des mobilisés, de part et d'autre du Rhin, s'appuyait sur des analyses sérieuses... Or rien ne se passa comme prévu parce que personne n'avait mesuré, à très grande échelle, ce que signifiait la mise en œuvre d'une guerre "moderne",



autrement dit industrielle. L'effroyable déferlement des "orages d'acier", inédit, les pertes, invraisemblables au point que ni la Somme, ni Verdun, ni le Chemin des Dames, de sinistre mémoire, n'égaleront l'hécatombe des premiers mois, firent, en quelques jours, basculer les hommes dans un monde nouveau, terrifiant, impitoyable, en rupture totale et définitive avec une conception chevaleresque et traditionnelle du combat. Tous les repaires intellectuels, moraux, voire religieux, furent bousculés, parfois emportés dans ce maelström. La haine s'en mêla, jusqu'à ne laisser subsister que la volonté de gagner à tout prix par n'importe quel moyen. La "guerre totale" n'a pas uniquement une dimension géographique, elle a d'abord une dimension morale ou plutôt d'absence de morale.

Cruauté inédite

Anne Duménil met ainsi en évidence la stupeur des Allemands, privés de la guerre de mouvement qu'ils attendaient, se heurtant à une résistance française imprévue, qui se solda par un débordement de cruautés, les fameuses "atrocités teutoniques", plus fondées qu'il n'a été de bon ton de le dire. De leur côté, les Français ne firent pas toujours mieux et l'on comprend que le témoignage de Genevoix, qui fit scandale parce qu'il avouait avoir abattu un Allemand dans le dos, ne

constituait pas une exception. Blessés, prisonniers, quand on en faisait encore, populations civiles furent victimes de cette cruauté nouvelle sur le front, tandis qu'à l'arrière, tombait un tabou avec le recours aux armes chimiques. Dans ce contexte, le génocide arménien est emblématique de l'entrée de l'humanité dans un XX^e siècle parvenu d'emblée au paroxysme de l'inhumanité...

Dessin beau et brutal

Cette dimension, Stéphane Antoni et Olivier Ormière l'ont remarquablement saisie et rendue dans *Gallipoli*, premier volume d'une bande dessinée, *Le temps du rêve*, consacrée aux Anzacs, contingent australien et néo-zélandais engagé sur le front oriental, à travers le destin douloureux d'un volontaire aborigène déjà victime de la politique d'éradication de son peuple. Face à ce garçon qui cherche refuge dans les traditions ancestrales, un officier, parfait produit de Standhurst, conscient que la guerre est en train de détruire son âme, mais persuadé que l'enjeu mérite ce sacrifice... Peu de textes mais un dessin beau et brutal qui rend la réalité du combat sans concessions artistiques.

Maurice Genevoix, réformé après avoir été grièvement blessé aux Éparges en avril 1915, s'était, presque aussitôt, livré à une catharsis littéraire en publiant les cinq volumes de *Ceux de 14*, sou-

vent considérés comme le témoignage le plus valable sur la réalité des premiers mois de guerre. Œuvre de jeunesse, elle lui laissait, un demi-siècle après, un sentiment d'inachevé qui l'obligea à revenir sur le sujet, rétréci à un seul thème : la confrontation du lieutenant de vingt-quatre ans qu'il était alors à la probabilité de sa mort. Le vieil académicien comblé d'honneurs y trouva du réconfort. Il me semble, pour ma part, que *La Mort de près*, mince volume magnifiquement écrit, possède une force d'émotion et une violence qui se diluaient dans l'ampleur des premiers souvenirs. Ces quelques chapitres, plus travaillés, plus construits, aux bouleversants accents de chant funèbre pour une génération massacrée, culminant, paradoxe habituel chez ce chantre de la vie animale, non dans l'agonie d'un homme, qui garde tout son sens, mais dans celle d'un cheval incapable de comprendre la raison de sa souffrance, font toucher le fond de l'abîme et de l'absurde, mais pour les éclairer : chef d'œuvre n'est pas un mot trop fort. L'originalité de *Verdun 1916* de Malcolm Brown, journaliste à la BBC, est de poser un regard neutre, les Anglais n'ayant pas été engagés, sur la bataille la plus terrifiante de l'histoire militaire. Or, même sans dimension sentimentale, car il est peu de Français ou d'Allemands dont les grands-pères n'aient combattu à Verdun et qui n'en demeurent marqués, sa glo-

rieuse abomination garde sa sombre fascination devant le mortel héroïsme déployé pour une place qui, aberration absolue, avait été démilitarisée, ou peu s'en fallait, depuis des mois et n'aurait pas dû constituer un objectif stratégique. En faisant de la prise de Douaumont, qui n'était pas défendu, une victoire majeure, Falkenhayn mit les Français dans l'obligation d'avouer leur erreur, ou de reprendre à tout prix ce symbole de la défense nationale. Certes, Brown, qui cite Genevoix parmi les combattants de Verdun, n'est pas toujours d'un sérieux irréprochable, mais son livre est intéressant, vivant, et équitable, chose rare, envers le maréchal Pétain.

Traumatismes

Comment s'étonner que, dans cet enfer, des hommes aient craqué ? Longtemps, il fut impossible d'aborder la question des traumatismes psychologiques, états de choc engendrés par une forme de combat à laquelle même des professionnels de la guerre n'étaient pas préparés. Pourquoi une minorité a-t-elle flanché ? Simulateurs, lâches, faibles, désolant leur patrie ? Ce diagnostic a été longtemps le seul posé par les médecins et psychiatres militaires, toutes nationalités confondues. On sait aujourd'hui qu'ils se trompaient et que de grands blessés sans blessures apparentes firent les frais de cette erreur. Jean-Yves Le Naour a eu raison de s'intéresser à ces *Soldats de la honte*. Cependant, au-delà de l'aspect antimilitariste de l'ouvrage, lassant, c'est l'absence de dimension humaine qui nuit au travail. Les querelles de médecins et parlementaires, qui occupent l'essentiel du livre, d'un terrible ennui, occultent le sort d'hommes dont la souffrance, le malheur méritaient enfin meilleur hommage. Il faut le chercher dans l'ambitieux album en bandes dessinées de Jean-David Morvan, Yann Le Gal et Hubert Bieser, *Vies tranchées*, évoquant les destinées de quatorze soldats "fous" internés près de Paris. Certains, alcooliques, imbéciles ou malades mentaux avant guerre, n'auraient jamais dû être enrôlés ; d'autres ont incontestablement perdu la raison confrontés à un univers devenu dément. On ne leur a pas témoigné la compassion qu'ils méritaient. Les jeunes dessinateurs qui racontent leurs histoires, dans des planches hallucinées et hallucinantes, remplissent ce devoir de mémoire. ■

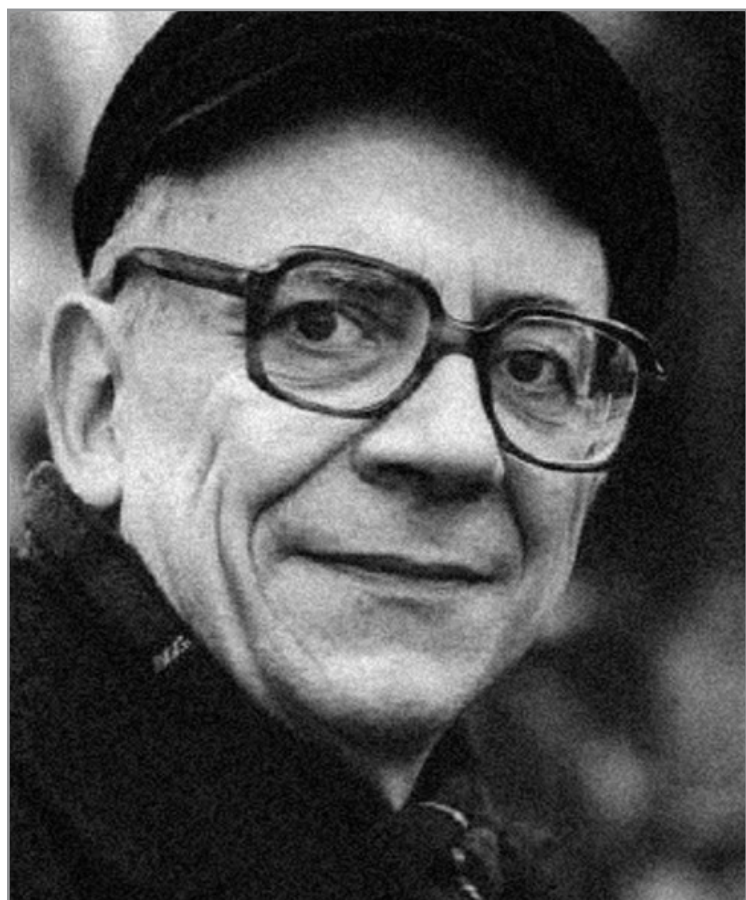
Anne Bernet

✓ Rémy Porte, *Chronologie commentée de la Première Guerre mondiale*, Perrin, 650 p., 26 € ; sous la direction de John Horne, *Vers la guerre totale*, Tallandier, 350 p., 21,50 € ; Antoni et Ormière, *Le Temps du rêve*, tome I, *Gallipoli*, Delcourt, 48 p., 13,50 € ; Maurice Genevoix, *La Mort de près*, La Table ronde, 135 p., 7 € ; Malcolm Brown, *Verdun 1916*, Perrin Tempus, 265 p., 8,50 € ; Jean-Yves Le Naour, *Les Soldats de la honte*, Perrin, 270 p., 19 € ; Jean-David Morvan, Yann Le Gal, Hubert Bieser, *Vies tranchées*, Delcourt, 102 p., 19,90 €.

■ PIERRE GRIPARI

Portrait d'un conteur

Devenu proche du GRECE après s'être éloigné du communisme, Pierre Gripari (1925-1990) pensait comme Homère que les dieux envoient des malheurs aux hommes afin que les poètes puissent chanter les héros...



Pierre Gripari est un petit garçon qui n'a pas grandi. Son cœur est toujours demeuré le même. D'ailleurs un cœur, ça ne grandit pas, ça ne mûrit pas, ça bat comme un tambour. Le tambour d'un soldat. Ça bat pour la fille du roi comme dans les chansons. Et c'est visité par les fées et les sorcières, comme dans les contes. Car les contes et les chansons disent toujours la vérité Et sont seuls à la dire. C'est donné par le Ciel, comme l'Évangile, et ça ne change pas. C'est pourquoi Pierre Gripari est resté le familier des contes de Perrault, de Grimm et d'Andersen, lecteur avisé de la comtesse de Ségur et de Saki. Son cerveau et sa taille seulement atteignirent les proportions habituelles qui sont celles des autres hommes, ses soi-disant semblables.

Un acteur prodigieux

Quand il eut dix-huit ans, il sut qu'il ne travaillerait que pour se payer la modeste mais royale indépendance à sa vocation d'écrivain. Car il a toujours su qu'il raconterait des histoires aussi belles et aussi terrifiantes que celles qu'il avait lues enfant. Il vécut donc avec le minimum vital comme saint François d'Assise, le riche assez fou pour avoir épousé la pauvreté. Gripari avait pour frères et sœurs Riquet à la Houppe et Médée. C'était un personnage de l'Évangile. Ses amis s'appelaient Gogol, Dickens, Marcel Aymé, Nodier, Hugo, Jules Verne. Il faut l'avoir entendu lire ses propres contes pour réaliser quel acteur prodigieux il aurait pu devenir. Mais il préféra être auteur et di-

seur. Il écrivit d'ailleurs pour le théâtre et pour les enfants auprès desquels il connut une durable popularité.

Le Moyen Âge était son époque préférée, car en ce temps-là les hommes étaient encore assez enfants pour croire au merveilleux et au surnaturel, indissociables l'un de l'autre. S'il n'avait tenu qu'à lui, Pierre Gripari se serait même abstenu de penser. Il aurait laissé cette basse besogne aux comptables, aux commerçants et aux professeurs. Hélas il était né dans une vilaine époque, laïque, républicaine et rationaliste. Il dut donc en découdre avec ceux qui avaient pignon sur rue et qui avaient juré au diable de nous empoisonner la vie.

À l'optimisme paresseux et progressiste de ses contemporains, il opposa un nihilisme radical et roboratif dans lequel il trouvait une fontaine de jouvence. Ce que son cœur d'enfant croyait, sa raison d'adulte le combattait. Car le siècle l'avait contaminé. Il ne pouvait plus traiter comme Luther la raison de chienne. Il avait trop lu Voltaire et pas assez Pascal. Il n'était malheureusement plus un homme du Moyen Âge. Les fées lui avaient donné tous les dons hors celui de la foi, qui vient d'une source plus haute. Et je ne sais quelle sorcière, mais sûrement l'une des plus élevées dans la hiérarchie infernale, l'avait gratifié d'une raison indocile et rebelle qui lui disait : tout ce dont tu fais la matière de tes livres est trop beau pour être vrai, tout cela n'existe que dans ton imagination d'enfant attardé. Le Diable et le bon Dieu ne sont que des créations de ton cerveau. Il ne lui ve-

nait pas à l'idée que c'était vrai justement parce que c'était beau. Il était en cela un de ces modernes qui ont séparé le vrai du beau et le beau du bon.

En littérature, sinon dans la vie, Pierre Gripari préférait les méchants aux bons, car il les jugeait non sans raison infiniment plus intéressants. Ce goût qu'il avait pour les sorcières lui venait, aux dires de ceux de ses amis qui avaient recueilli ses rares confidences, car, comme tous les conteurs, il était très pudique, d'une mère qui était un peu sorcière elle-même et qu'il disait être une seconde Médée.

Un dieu pur et dur

Ainsi de ce dieu pur et dur du monothéisme auquel sa raison refusait de croire, il fit, par l'un de ces processus de transposition propres à la littérature, le personnage central de tous ses contes, et il l'appela le Méchant Dieu. Moniste, ne croyant pas à l'existence de deux principes antagonistes gouvernant l'univers, Dieu et Diable, il fut contraint d'inventer ce méchant Dieu sans lequel les hommes se seraient puissamment ennuyés sur la Terre et sans qui la littérature serait sans objet. Car quelque part dans son âme encore païenne, Gripari pensait comme Homère que les dieux envoient des malheurs aux hommes afin que les poètes puissent chanter les héros. Entre l'Adam d'avant la Chute et le légume biodégradable ou non, la différence, à nos yeux de créatures déchues, est minime. Il fallait donc qu'un vent contraire bousculât ce bel et soporifique arrangement. C'est pourquoi les plus subtils d'entre les théologiens nous parlent de la Felix Culpa. Mais tous, comme dit l'Évangile, n'ont pas des oreilles pour entendre. ■

Gérard Joulie

PEINTURE

Jean-Jacques Henner Un musée revisité

Promenade dans un un hôtel particulier du XIX^e siècle restauré récemment.



SI VOUS PASSEZ devant le 43 avenue de Villiers dans le 17^e arrondissement de Paris, poussez la porte de cette belle maison de maître. Vous ne le regretterez pas. L'architecte, Nicolas Félix Escalier, était aussi celui de l'hôtel particulier de Sarah Bernhardt, rue Fortuny. L'hôtel de l'avenue de Villiers appartenait au peintre Guillaume Dubufe (1853-1909) au nom bien oublié. Son goût pour l'orientalisme le conduisit à garnir son salon de moucharabieh. Éclectique, il ne se limite pas à cette architecture cairote du XVII^e siècle et décore sa salle à manger de carreaux de Delft et d'une fort belle cheminée de style chinois. C'est dans une vaste salle au troisième étage, où de larges fenêtres laissent place à la lumière, que Dubufe peignait. Aujourd'hui ce ne sont pas ses œuvres qui sont exposées mais celles de son contemporain Jean-Jacques Henner (1829-1905). L'hôtel est devenu un musée qui lui est consacré depuis 1926. Des travaux de rénovation ont eu lieu en 2008-2009. Ils tendaient à rendre aux lieux le caractère qu'ils avaient au XIX^e siècle. Ainsi, le rouge profond de la salle à manger qui fut celle de Dubufe a été parfaitement restitué. Dans chacune des pièces, les œuvres de Jean-Jacques Henner détaillent le parcours de l'artiste. Grand voyageur à travers toute l'Europe, il ne se séparait jamais de son carnet de croquis. Une salle italienne évoque les années de la Villa Médicis dont Henner fut l'hôte durant cinq ans. Prix de Rome, il aime les paysages et représente les paysans en costumes traditionnels. Mais, à mes yeux ce sont les portraits qui se dégagent de l'œuvre de Henner. Certes, ils

sont classiques, conventionnels, bien faits pour satisfaire la bourgeoisie établie et assurée d'elle-même du XIX^e siècle. Jean-Jacques Henner a beaucoup étudié, aimé Velasquez. Les portraits d'Henriette Germain (1891) et de Nicolas Le Roux (1884) rappellent ceux de l'infante Marguerite et de l'enfant Don Carlos dont un croquis de voyage est présenté en vitrine.

Mais il est surtout deux portraits que j'aimerais mettre en regard en raison de leur contraste. Le premier est celui d'Hérodiade : la princesse juive porte la tête de Jean-Baptiste sur un plateau. le regard est altier, dominateur, provocant ; la robe écarlate et moulante. L'autre portrait est celui d'une alsacienne en coiffe, toute en noire, le regard voilé et triste. Seule couleur, la cocarde française. Le titre : *L'Alsace - Elle attend*. Ce très beau portrait fut peint en 1871 après l'annexion. Il devait être offert à Gambetta. Henner est Alsacien, né à Bernwiller dans le Haut-Rhin. Tout l'amour de sa terre natale amputée de la patrie française transparaît dans l'intériorité de l'œuvre. Il n'est plus belle évocation en ces journées de novembre qui sont celles du souvenir. □

Charles-Henri Brignac

ANNIVERSAIRE

Le souvenir de Clovis



Il y aura 1 500 ans, le 27 novembre, que mourait Clovis, le fondateur de la France.

LE DIMANCHE 27 novembre prochain marquera le mille cinq centième anniversaire de la mort du premier de nos rois, Clovis. Il avait accompli l'acte, à la charnière de la foi catholique intégrale et du génie politique, qui fonda la France, nation essentiellement chrétienne, Fille aînée de l'Église. C'est par son baptême que lui conféra saint Remi à Reims à Noël 496 et sur les instances de son

épouse la belle reine Clotilde, qu'il avait inauguré les traditions politiques de la France et qu'il avait tracé le destin de notre pays : toujours défendre l'honneur du Christ qui est roi des Francs. Il régla leur compte aux Burgondes (en l'an 500), puis poussa les Wisigoths au-delà des Pyrénées dès 507. Toujours dévoué à l'Église, cet ancien païen libéra le pays de la chape de plomb de l'arianisme et présida un concile d'une trentaine d'évêques réunis à Orléans qui jeta les bases d'une réorganisation de l'Église. Il ne passait pas pour un saint : il suffit de rappeler les moyens expéditifs qu'il utilisa pour se débarrasser les années précédentes de tous ses cousins francs qui auraient pu revendiquer des droits sur son royaume après sa mort.

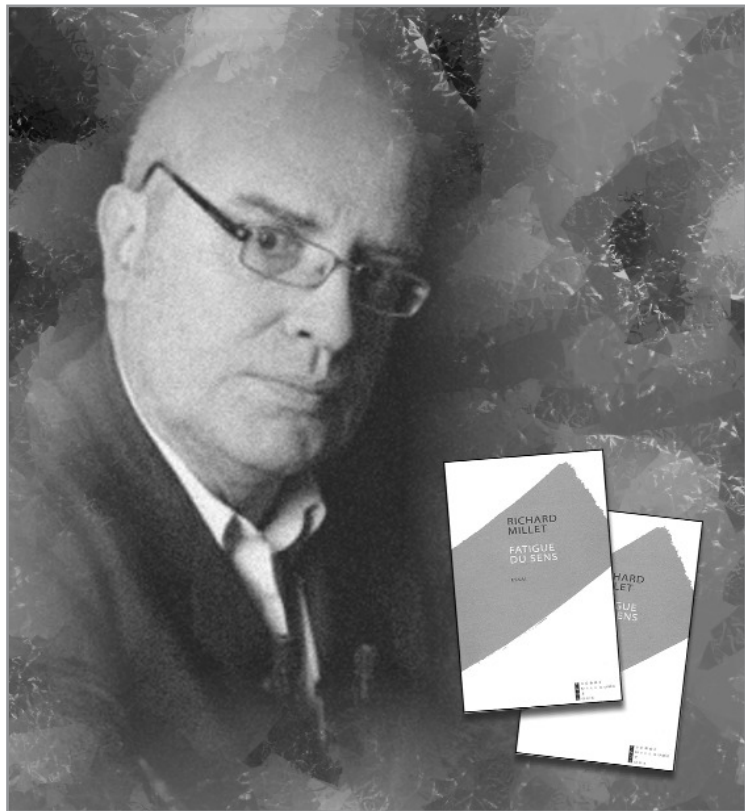
Il n'empêche que le royaume de France était constitué, l'Église florissante, la Gaule libérée de toute menace d'invasion étrangère. Il reçut alors la grâce de mourir en paix à quarante-cinq ans dans les bras de Clotilde en présence de saint Remi et de la vieille Geneviève, vierge tutélaire et protectrice de la capitale. La mort de Clovis, entouré des plus grands saints de son temps, résume à elle seule la volonté couronnée de succès de ce converti de créer une nation qu'appelaient déjà le sang de tant de martyrs gaulois et qui ressusciterait Rome sous le signe de la croix. Quoi qu'on dise, là et nulle part ailleurs sont les sources de notre identité nationale... ■

Michel Fromentoux

ENTRETIEN

La colère de Richard Millet

Avec *Fatigue du sens* (éditions Pierre-Guillaume de Roux), Richard Millet poursuit son analyse lucide du délitement contemporain des valeurs et de la France. Une voix dans notre désert.



❑ **L'Action Française 2000** - Quelles sont les principales caractéristiques de ce que vous appelez la « *barbarie posthumaniste* » ?

❑ **Richard Millet** - Cette barbarie se caractérise par une inversion totale des valeurs qui nous ont faits ce que nous sommes et que bientôt nous serons les derniers à porter : de là notre situation de "derniers", d'hommes à abattre. Déchéance de toute idée de tradition, d'unicité, de transmission, de pureté, de hiérarchie, d'esprit critique, de sacré. Ignorance. Remplacement de peuples par d'autres. Autodénigrement. Mensonge général, au premier rang duquel le mythe antiraciste. Réduction de l'Histoire à la sanctification des génocides. Substitution du culturel à la culture. Chute de la verticalité dans le vertige

de l'horizontal sous la forme du divertissement, de l'égalitarisme forcené, de l'infantilisation de l'individu. Les signes abondent, les formulations aussi : cette prolifération est bien le signe d'un affolement dû à la ruine des valeurs, sinon de la valeur en tant que telle.

❑ **Notre époque ne semble rien tant haïr que la mémoire, mère des Muses. Comment expliquez-vous cette funeste propension à l'oubli ?**

❑ Après le cancer et le Sida, et en même temps que les "maladies orphelines", la décennie s'ouvre sous le signe d'Alzheimer : une maladie qui convient bien, en définitive, à un Occident en voie de s'oublier de lui-même. Pour le reste, sa mémoire est sélective, c'est-à-dire forcée à un

révisionnisme historique et expiatoire qui est bien une autre forme d'oubli.

❑ **Croyez-vous en la possibilité d'un sursaut historique ou providentiel ?**

❑ Non. La catastrophe écologique en cours nous a menés au bord du gouffre : la surpopulation aussi. On peut certes entrer dans le rêve malthusien d'une guerre entre la Chine et l'Inde ; on peut logiquement souhaiter que la guerre civile entre l'Islam et le reste du monde se déroule autrement que par celle des ventres et de l'immigration : il n'en reste pas moins que la catastrophe est irréversible et que de la condition de dernier nous passerons peut-être à celle de survivants.

❑ **Considérez-vous qu'à titre individuel le "sentiment de la langue" puisse endiguer le déferlement du nihilisme ?**

❑ Il faudrait restaurer la langue : ce qui voudrait dire renverser une nouvelles fois les valeurs, et que le peuple français réapprenne à s'aimer lui-même, si tant est qu'il existe encore. Le caractère sacré de la langue n'est plus sensible depuis longtemps, tué par les pédagogues imbéciles, les socialistes féministes et les publicitaires.

❑ **Finalement, n'est-ce pas une chance, pour une âme, de vivre en exil, là même où les dieux se sont retirés, abandonnant le monde à ses spectres ?**

❑ Une chance ? Du moins est-ce une manière d'être confronté *hic et nunc* à l'essentiel : l'exil comme moment non dialectique, comme épreuve singulière, comme chance de salut. ■

Propos recueillis par Louis Montarnal

Le jansénisme

De Jansénius à la mort de Louis XIV

Par Aimé Richardt - Préface de M^{gr} Guillaume

APRÈS le débat sur la grâce et le libre-arbitre à l'origine des sanglantes guerres de religion du XVI^e siècle, le mouvement janséniste, à la fin du XVII^e siècle, ouvrit à nouveau la querelle ébranlant, de manière plus "feutrée", le monde des théologiens. Il révélera aussi de profonds conflits de pouvoir religieux et politiques qui s'avèreront décisifs. La crise révolutionnaire est en effet déjà en

germe : certains jansénistes ne se révaient-ils pas "républicains" sous Louis XIV ? « *Aimé Richardt a le talent d'exposer clairement des choses complexes. Il campe aussi le portrait de personnalités exceptionnelles. Cela donne un livre riche par son érudition et la finesse de ses évocations.* » (M. Fromentoux, *L'Action Française 2000*, du 20 octobre 2011)



✓ Éditions François-Xavier de Guibert, 16 juin 2011, 277 pages, 25 euros. Disponible à nos bureaux.

CHRONIQUE

Philippe Muray
En avance sur son temps

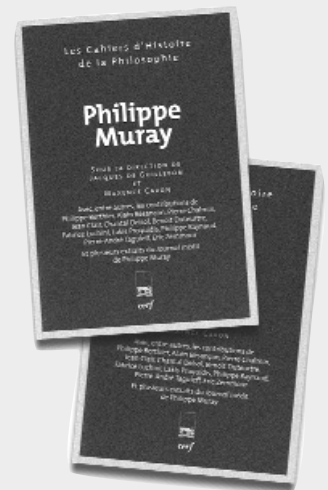
Réunis par Maxence Caron et Jacques de Guillebon, quarante contributeurs portent un regard croisé sur Philippe Muray, dont la personnalité et l'œuvre sont révélées sous un éclairage inédit.

VOUS AVEZ entendu parler de Philippe Muray et de sa très paradoxale gouaille antifestive. Vous savez qu'il a été précocement rappelé auprès du Père éternel, pour cause d'intempérance tabagique, hélas ! C'est un comble pour celui qui s'est voulu le pourfendeur de tous les faux interdits - imaginés par l'*homo festivus* pour mieux se dispenser de la bonne vieille morale du bien et du mal.

Ontologie
de la modernité

Maxence Caron et Jacques de Guillebon ont souhaité marquer son départ vers un séjour meilleur en publiant un important collectif, paru aux éditions du Cerf. Aujourd'hui - enfin ! - le bébé est arrivé. C'est un gros et beau bébé, avec quantité d'éclairages nouveaux sur la personnalité et l'œuvre de Philippe Muray. On peut penser, d'après plusieurs des intervenants, que cet auteur préparait une véritable « *ontologie de la modernité* », pour mieux en faire saillir le caractère idéologique, en le déclarant « *intrinsèquement pervers* ». J'ai essayé de montrer que cette ontologie ne pouvait être qu'une théologie. Et en effet, que peut-on opposer à l'« *athéologie* » moderne, celle dont nous parle Michel Onfray par exemple ? Rien moins qu'une théologie ! Comment cette théologie nouvelle, née de l'athéologie et s'y opposant, caractérisera-t-elle le caractère intrinsèquement pervers de la modernité ? Muray, dans la préface de son *Céline*, l'a caractérisée comme la négation du péché originel ; l'homme contemporain veut que la fête soit parfaite. Il éprouve la tentation d'ôter du champ clos de la société tout ce qui pourrait faire penser à de l'ivraie, et cela, malgré l'ordre formel du Christ. Pour nous qui sommes maurrassiens, on pourrait dire, en reprenant une expression du vieux Charles : notre modernité se caractérise aujourd'hui comme la négation des « *racines multiples de l'être* ».

Cette normalisation, cette uniformisation, cette indifférenciation, n'est-elle pas l'enjeu de toutes les *correctness* idéologiques ? Mais écoutons Philippe Muray, faisant l'éloge de Céline et de son temps : il est plus franchement, plus carrément chrétien que le maître de Martigues, tout en faisant, lui aussi l'éloge des « *racines multiples de l'être* ». À l'époque de Céline, dit-il, « *le Bien ne refusait pas*



tout à fait d'avoir le mal perpétuellement au travers de la gorge. Et je ne parle pas de la volonté concrète de faire le mal, mais de ce Mal, originel et personnel, dont les hommes ont estimé pendant des siècles qu'il se trouvait à côté du Bien, et qu'il s'y trouverait aussi longtemps qu'eux-mêmes dureraient. Je parle de ce Mal que la civilisation chrétienne avait appelé le péché, et avec lequel elle était d'autant plus habituée à cohabiter que le pardon en était inséparable et que les forces des Lumières, sous le nom de Rédemption, étaient tout de même destinées à en triompher. Plus généralement, je parle de ce mal qui sous le nom de dogme du Péché originel, entretenait avec le genre humain une intimité qui semblait devoir subsister autant que le genre humain lui-même. »

Les racines de l'être

Philippe Muray nous parle-t-il de Céline ici ? Je n'en jurerais pas. Ce qu'il montre, c'est qu'à travers les principaux concepts qu'il mettra en œuvre - l'Empire du Bien, la post-histoire, l'*homo festivus* - il cherche à rendre cet oubli des racines multiples de l'être, cette censure de la grande question du péché originel. On ne l'a pas compris comme ça ? C'est qu'il était (un peu) en avance sur son temps, un peu plus libre et donc un peu plus vrai. Ce livre, par quarante regards croisés, nous introduit rigoureusement, au-delà du tintamarre des mots, à ce que Maxence Caron appelle, dans sa postface, le sens insu de son œuvre. ❑

Abbé G. de Tanoüarn

✓ Sous la direction de Maxence Caron et Jacques de Guillebon, *Philippe Muray*, éditions du Cerf, 712 p., 48 euros.

❑ CINÉMA

Les médias contre l'armée

Mettant en scène la libération d'une journaliste enlevée en Afghanistan, *Forces spéciales* s'est attiré les foudres de la critique. S'agit-il vraiment d'un "navet", ou bien le film est-il réprouvé pour les valeurs qu'il véhicule ?



Raphaël Personnaz incarne Elias, un tireur d'élite du CPA10 (commando parachutiste de l'air)

Forces spéciales met en scène des unités méconnues de notre armée, mobilisées pour délivrer une journaliste enlevée par les talibans. Le jeu des acteurs est sincère et touchant. Djimon Hounsou offre le spectacle d'un officier sage et avisé, confronté à des choix difficiles pour lui, pour ses hommes et pour les civils croisant sa route. Benoît Magimel, après *Les Chevaliers du ciel* et *L'Ennemi intime*, confirme sa position d'acteur particulièrement doué pour les rôles de militaires. Diane Kruger nous éblouit encore par sa capacité à entrer dans son personnage. Le spectateur aura le souffle coupé par la beauté des paysages. Quelques longueurs nous rappellent que nous avons affaire à un film français, malgré une influence hollywoodienne, dans les scènes d'action et la musique, qui ne fait rien regretter.

On constate une référence explicite aux deux journalistes de *France 3*, Hervé Ghesquière et Stéphane Taponier, enlevés le 30 décembre 2009. Quand leur reportage fut terminé, ils décidèrent, alors que leur avion les attendait, de se rendre sans protection en Kapissa, dans la vallée de Tagab. Leur imprudence leur a valu 547 jours de détention.

Une coûteuse libération

De nombreuses opérations auront été impossibles ou auront échoué par leur faute. Le film est un hommage à tous les militaires qui se sont mobilisés pour les rechercher, qui ont été humiliés par la presse et qui meurent loin de chez eux dans l'indifférence honteuse des médias et de leurs concitoyens. Cette libération a coûté, de sources officielles, 10 millions d'euros en opérations militaires

et, de sources officieuses, 20 millions d'euros de rançon. Des chefs terroristes ont aussi été libérés en échange. Le lecteur se souviendra également que l'annonce du retrait des troupes françaises d'Afghanistan intervenait dans la même période...

Bons sentiments

Il est notamment reproché au film de n'être qu'un clip à la gloire de l'armée de Terre et de faire preuve d'un manichéisme ahurissant. Comment blâmer une armée qui, délaissée et en mal de reconnaissance, s'offre une tribune à travers un film qui montre que nos soldats ne sont pas des robots sans cœur ? Je suis impatient de voir l'accueil qui sera réservé à *L'Ordre et la Morale* de Mathieu Kassovitz. Avril 1988, prise en otage de trente gendarmes en Nouvelle-Calédonie. Un officier du GIGN se retrouve face au chef des ravisseurs et arrive, grâce à des valeurs communes, à engager un dialogue. Cet officier ayant réellement existé, il est bon de savoir qu'il était détesté de ses hommes et fut exclu du GIGN après cette opération. Gageons que, malgré ces détails, l'explosion de bons sentiments et de bien-pensance que nous promet un tel film saura trouver des oreilles attentives et des promoteurs actifs dans les salles de presse. Hélas, certains ne sauraient laisser passer une telle occasion de rappeler que les militaires sont oppressifs, broyant les pauvres soldats sans cesse confrontés à des cas de conscience. Il ne sera dès lors plus question d'y voir un quelconque manichéisme... Messieurs les journalistes je ne vous salue pas. ■

Romain Fontanet

FORCES SPÉCIALES

La Défense s'attaque au cinéma



Ce film a bénéficié d'une implication inédite des armées...

EN SALLES depuis le 2 novembre, *Forces spéciales* raconte le sauvetage d'une journaliste prise en otage par des Talibans. Selon son réalisateur, Stéphane Rybojad, ce film constitue un hommage aux militaires français engagés en opérations extérieures. À ce titre, il méritait le détour, en dépit du scepticisme des critiques. En cinéphiles avertis, ceux-ci auront traité avec dédain cette pale imitation des *blockbusters* hollywoodiens... Bon public, nous avons préféré l'aborder avec une complaisance délibérée : des héros bien français, cela fait plaisir à voir ! À la différence de leurs homologues américains, ceux-ci ne marchent pas sur l'eau. En revanche, de part et d'autre de l'Atlantique, on dépense apparemment les munitions sans compter. Pourtant, le réalisme serait « à peu près tenu », selon notre confrère Jean-Marc Tanguy, auteur d'un album consacré au film. Entre autres incongruités, signalons la mixité de l'équipe engagée par le COS (Commandement des opérations spéciales), où des commandos de marine côtoient des parachutistes de l'air. Par ailleurs, aucun hélicoptère Puma n'a jamais été déployé en Afghanistan... Cela dit, on le devine à l'écran, cette production a bénéficié d'un soutien inédit des armées. « *L'idée consistait [...] à ne pas demander des moyens particuliers (humains et matériels), mais à nous greffer sur des moyens planifiés et engagés sur des séquences réelles d'entraînement* », explique Jackie Fouquereau, l'officier dépêché auprès de l'équipe de tournage. Quelques plans ont même été

filmés à Kaboul. Notamment un scène de poursuite, où un sous-officier assure la doublure de Diane Kruger. Bien que la complexité du théâtre afghan soit occultée par la caricature des Talibans, dont l'ambiguïté des liens avec la population est passée sous silence, le film donne à réfléchir sur le souci de parer aux réactions de l'opinion publique - un élément clef de la guerre menée en Afghanistan. « *C'est un sujet qui suscite l'intérêt partout sauf en France* », relève le réalisateur, dont le film constituerait « *l'une des meilleures préventes à l'international depuis dix ans* ». Les armées seront-elles appelées à transformer l'essai ? Leur immixtion dans les salles obscures apparaît somme toute naturelle. Ce faisant, peut-être espèrent-elles susciter des vocations, voire contribuer à la résilience de la nation. Reste à trouver le ton juste. Leurs communicants devront se montrer subtils pour parer aux critiques. Un jeune homme a d'ailleurs chahuté la projection à laquelle nous avons assisté : avant de quitter la salle, il a dénoncé une propagande d'État et accusé les militaires français d'avoir perpétré des exactions en Afghanistan. À la lecture de la dédicace finale, des applaudissements ont balayé son injure. Depuis, nous avons appris le décès de Goran Franjkovic, un légionnaire mort au combat lundi dernier, 14 novembre, alors qu'il venait de rejoindre le théâtre afghan. Il s'était distingué par sa motivation et sa rusticité, témoignant, selon l'armée de Terre, d'une volonté et d'une discipline exemplaires. Il était âgé de vingt-cinq ans : c'était "un jeune Français", dont le sacrifice nous inspire le plus profond respect. ❑ G.D.

RELIRE MAURRAS

De l'empirisme organisateur



Décryptage d'un concept cher à l'Action française.

SELON les dictionnaires, l'empirisme, dans le domaine de la philosophie, attribue l'origine de nos connaissances uniquement à l'expérience ; en politique, il concerne une idéologie qui n'a d'autre règle que les faits, sans théorie. C'est aussi une méthode fondée exclusivement sur l'expérience ou une doctrine tirant les idées de la seule expérience...

L'"empirisme organisateur" fut une des idées mères de la doctrine de Charles Maurras. Pour lui, les idéologies abstraites et les théories politiques "fumeuses" n'étaient que du vent ; seuls comptaient les faits. L'histoire et l'expérience devaient guider

les hommes en politique ; le reste n'était que vaines promesses, pouvant nourrir l'enthousiasme des foules mais pas leur donner à manger ni leur permettre de vivre en paix dans un État juste. Les théories ne font pas naître les institutions, écrivait notre maître dans un article de *L'Action Française* mensuelle du 1^{er} février 1908. Il définissait l'empirisme organisateur comme « *la mise à profit des bonheurs du passé en vue de l'avenir que tout esprit bien né souhaite à sa nation* ». Le 20 août, il poursuivait : « *L'expérience, l'expérience ! Il faut toujours en revenir à ce maître. Le sens politique n'est pas de choisir par illumination de l'esprit telle ou telle mesure, tel ou tel procédé abstrait. Il consiste à voir, à juger, entre les différentes tentatives réelles et concrètes que l'inlassable effort humain met en œuvre, celles qui donnent de bons résultats, celles qui n'en fournissent aucun et celles qui en donnent de contraires au but désiré. Mais cela suppose de longs tâtonnements, pendant lesquels l'État n'a qu'un*

devoir, maintenir l'ordre, empêcher la velleité d'un progrès incertain de tuer les progrès acquis. » Ainsi, pour Maurras le présent et le futur de la nation doivent être préparés en tenant compte des leçons que nous enseigne l'histoire. L'examen et l'analyse des faits sociaux naturels et de l'histoire politique font apparaître des vérités que le passé a établies et dont les dirigeants d'un pays doivent tenir compte en prenant les décisions nécessaires à l'ordre présent. L'empirisme organisateur consiste donc à organiser le pays en fonction de ce que nous a appris l'expérience.

L'un des premiers pays du monde

Alors, voyant la place qu'avait tenue la France dans le passé, sachant que notre pays a été un des plus puissants et des plus riches du monde et que même sous Louis XVI, à l'orée de la révolution de 1789, le peuple français et les paysans de France

vivaient encore beaucoup mieux que les autres peuples, américains ou européens, Maurras et ses compagnons ne pouvaient être que royalistes. L'expérience et l'histoire de nos aïeux les guidaient. C'est pourquoi il avait évoqué dans un de ses livres « *la méthode [...] la mieux accordée aux lois de la vie, l'empirisme organisateur* ». « *L'esprit critique voit clair, l'esprit révolutionnaire ne sait pas regarder : du passé faisons table rase, dit sa chanson. Je hais ce programme de l'amnésie sauvage. Non point de table rase : la voie libre.* » On s'étonne que, parmi nos hommes politiques actuels, un certain nombre soient encore attachés aux doctrines marxistes et prêchent un retour au socialisme malgré les échecs du communisme dans tous les pays qui l'avaient adopté. Ceux-là doivent lire ou relire Maurras et surtout mettre en pratique l'empirisme organisateur. C'est ainsi que la France pourra redevenir un des premiers pays du monde. ❑

Louis de Galice

PARIS

Vente de livres au profit du journal

Samedi 10 décembre de 14 heures à 19 heures

Dimanche 11 décembre de 10 heures à 19 heures

Dans les bureaux de l'Action française,
10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal)

Grand choix de livres d'histoire et de politique contemporaine

o Livres reliés de Maurras, Bainville, Daudet

o Éditions originales brochées

o Livres neufs et d'occasion

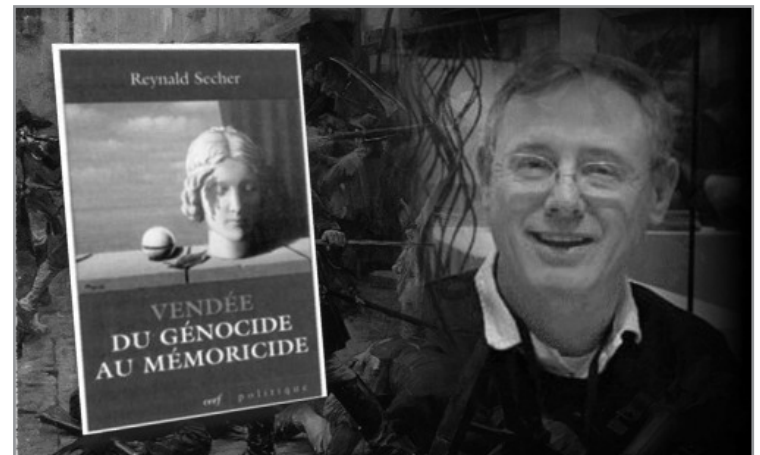
Pour tout renseignement : 01 40 39 92 04



Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS
communication@actionfrancaise.net

Président du Comité directeur d'AF	Trésorier	Provinces
Stéphane Blanchonnet	Giovanni Castelluccio	Philippe Castelluccio
Secrétaire général	Secrétaire administratif	Militantisme
Olivier Perceval	Marie-Suzanne de Benque d'Agut	Jean-Baptiste de l'Aviath
Secrétaire général adjoint	Formation	Responsable opérationnel
Romain Hellouin	Marc Savina	François Bel-Ker



Le lundi 21 novembre le Cercle de Flore reçoit l'historien Reynald Secher qui évoquera la Vendée "du génocide au mémoricide".

❑ **PARIS** - Cercle de Flore le lundi 21 novembre. Après un premier cercle où une cinquantaine de personnes ont pu écouter deux orateurs évoquer la démocratie directe, le Cercle de Flore reçoit l'historien Reynald Secher qui traitera de la Vendée "du génocide au mémoricide". Rendez-vous à 19 h 15 dans les bureaux de l'Action française, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1er (métro Palais-Royal). Entrée libre.

❑ **GRENOBLE** - Lundi prochain, 21 novembre, le Centre Lesdiguières recevra Serge Santerre qui évoquera "la Guerre de Vendée, une guerre occultée". Rendez-vous à 20 heures, 10 place Lavalette, au premier étage (tramway Notre-Dame). La conférence sera suivie d'un buffet convivial (participation aux frais).

❑ **GRENOBLE** - Le cercle Philis de la Charce se réunira le jeudi 24 novembre pour discuter du "nationalisme". Rendez-vous à 21 heures dans l'agglomération grenobloise, Contact : afegre-noble@gmx.fr

❑ **BOURGOGNE** - Session de formation les samedi 26 et dimanche 27 novembre à Flavigny-sur-Ozerain. Programme prévisionnel : arrivée le 25 au soir ; le samedi, conférences sur "nos raisons pour la monarchie", "la Constitution de la France sous la monarchie" et l'élection présidentielle, et soirée film avec projection du Président d'Henri Verneuil. Le dimanche : détente, messe et repas. Participation : 20 euros par personne. Pour tout renseignement : communication@action-francaise.net ; 06 88 97 00 40.



MÉMOIRE

L'AF célèbre le 11 novembre

LE BANQUET réunissant une centaine de convives a été l'occasion de joyeuses libations entre les militants de l'Action française, les rédacteurs et des abonnés de L'AF 2000. En présence de Stéphane Blanchonnet, Marielle Pujo, Marc Savina, votre serviteur et de nombreux rédacteurs du journal et cadres du mouvement, les discussions passionnées, ponctuées par les chants des militants, permirent à chacun de goûter l'enthousiasme communicatif de l'amitié Française. Notre ami François Marcihac, directeur éditorial de L'AF 2000, prit la parole pour rappeler les raisons de notre combat dans cette république finissante.

Dans la soirée, une partie d'entre nous se rendit au rendez-vous traditionnel devant la plaque des Champs-Élysées dédiée aux étudiants parisiens qui effectuèrent le premier acte de résistance en rendant hommage, malgré l'interdiction de l'occupant, aux aînés morts pour la France en 14-18. Tandis que les étudiants et quelques anciens formaient deux haies de drapeaux, notre ami André Pertuzio relata avec précision ces événements. Puis karim Ouchik, vice-président du Rassemblement pour l'indépendance de



la France (RIF), nous fit entrevoir la similitude de la situation de la France occupée et celle d'aujourd'hui, soulignant la nécessité de réagir à l'occasion de l'élection présidentielle de 2012. Enfin, le responsable étudiant, Antoine Desauvay, après lecture de l'appel aux étudiants et lycéens pour la manifestation de 1940, lança à son tour un appel aux étudiants et ly-

céens pour libérer la France de la tutelle d'une République au service des puissances mondialistes. Il déclama par la vigueur de ses mots une véritable bronca ! Une gerbe de lys blancs, portée par une ravissante étudiante, fut déposée au pied de la plaque et une vibrante Royale conclut cette manifestation. ■

Olivier Perceval

» RENDEZ-VOUS

❑ **Catholiques pour les libertés économiques (CLE)** - Conférence-débat le jeudi 8 décembre : "Faut-il sortir de l'euro ?" Réunion animée par Jean-Jacques Rosa, professeur émérite des universités. À 18 h 30, salle de l'Asiem, 6 rue Albert de Lapparent, Paris 7e (métro Sèvres Le-courbe). Participation : 15 euros.

❑ **Cercle Renaissance** - Le mercredi 30 novembre, pour son dîner de rentrée, le Cercle Renaissance recevra Christian Gerondeau, ingénieur général des Ponts et chaussées, qui s'exprimera sur le thème "éoliennes, arrêtons le massacre". Participation : 95 euros par personne,

réduite à 85 euros pour les conjoints ou membres d'une même famille. Règlement par chèque à l'ordre du Cercle Renaissance. Inscription à retourner avant le 25 novembre au Cercle Renaissance, 138 rue de Tocqueville, 75017 Paris.

» COMPTES RENDUS

❑ **France royaliste Nice-Provence** - Après les violentes intempéries ayant affecté le littoral méditerranéen la semaine passée, le soleil brillait de tous ses feux, lors de notre réunion du 13 novembre à Nice. À midi, plus de cinquante personnes étaient réunies dans le salon panoramique de l'hôtel Aston à l'occasion de sympathiques agapes. Mais l'intérêt de

cette journée résidait avant tout dans la conférence donnée par l'historienne renommée, Anne Bernet, collaboratrice de L'Action Française 2000, auteur d'une trentaine de livres consacrés particulièrement à la vie des saints. Plus de cent personnes l'ont écoutée d'autant plus religieusement que le sujet était consacré à la Sainte Vierge, « Notre-Dame contre les fausses lumières - apparitions mariales en France au 19e siècle, un phénomène anti-révolutionnaire ? » Anne Bernet souligna que son exposé serait aussi politique que religieux en raison de l'impact des apparitions mariales. Les participants ont pu prendre connaissance de la liste de ses livres dont nous recommandons vivement la lecture dans ce

monde matérialiste. La conférencière a été très appréciée et longuement applaudie. Aussi souhaitons-nous la revoir à Nice lors d'une prochaine réunion.

❑ **Cercle Saint-Charles (Nîmes)** - Comme chaque année, le 11 novembre, un hommage a été rendu aux morts d'Action française de la guerre 1914-1918 devant le monument élevé à leur mémoire dans le cimetière Saint-Baudile. Après le dépôt de gerbes traditionnel, il a été procédé à l'appel des noms gravés sur la stèle, avant que nos amis observent une minute de silence et récitent un Pater. Enfin, certains participants se sont retrouvés à la brasserie Le Palace pour un déjeuner amical.

❑ **LE PASTEUR BLANCHARD**

« La misère gagne du terrain »

Pasteur protestant, revendiquant ouvertement ses convictions nationalistes, Jean-Pierre Blanchard est le fondateur de l'Action sociale populaire. À l'approche de l'hiver, il continue de parcourir les rues de Paris à la rencontre des pus démunis.

❑ *L'Action Française 2000* - Monsieur le pasteur, pourriez-vous nous dévoiler votre itinéraire spirituel et politique ?

❑ **Pasteur Blanchard** - Mon éducation à Mazamet, ma ville, qui se trouve dans le prolongement des Cévennes où le protestantisme a été longtemps majoritaire, a été d'une extrême rigueur. J'ai suivi le parcours classique d'un fils du peuple : après mon certificat d'études, j'ai travaillé en usine. À cette époque, ma cité était la capitale mondiale du délainage. C'est Mai 68 qui me sortira de la condition ouvrière. J'ai découvert le social à travers les MJC. J'ai pu passer une équivalence au bac qui m'a permis d'entrer à l'école d'éducateur (l'Institut Parmentier à Paris) et d'entreprendre en 1978 une carrière de travailleur social (cité de refuge de l'Armée du salut à Paris). Les événements ont eu une autre conséquence, celle de ma révolte contre mon père et ma famille. J'ai connu toutes les errances de ma génération, de la vie en communauté aux festivals rock, en passant par la politique, de la ligue communiste à la gauche prolétarienne maoïste (tendance spontanéiste, situationniste). Mon retour à la foi, mes études de théologie, mon ordination, mon engagement avec M^{me} Jany Le Pen, c'est une autre histoire...

❑ **Quelle est la mission de l'Action sociale populaire ?**

❑ C'est une association loi 1901. Nous sommes une équipe de bénévoles et ne bénéficions pour aide financière que de la générosité des auditeurs de *Radio Courtoisie* et de la presse amie. En plus de nos activités de maraudes, où chaque année pendant plus de sept mois nous venons en aide aux SDF dans les rues de Paris, nous visitons des personnes âgées isolées et essayons de répondre aux attentes des personnes en diffi-



Le pasteur Blanchard, entouré par Thibault de La Tonnaye et Olivier Perceval, lors d'une maraude organisée le 8 novembre

culté que nos amis nous envoient. Nous débutons cet hiver une nouvelle action, pour les familles de patriotes défavorisés, auxquelles nous apportons une aide concrète : achat de machine à laver, sèche-linge, gazinière, etc.

❑ **Pensez vous qu'il y a un vrai problème de répartition des richesses dans notre pays ?**

❑ Il se trouve une profonde injustice à faire porter le principal effort du plan de rigueur sur le petit peuple et les classes moyennes. Mais il est une autre injustice choquante : le syndrome rousseauiste. Beaucoup de travailleurs sociaux ont tendance à considérer que les populations originaires de l'autre coté de la

Méditerranée ne peuvent être que des victimes du système - ce qui bien souvent leur profite en prestations sociales, alors que la majorité d'origine française et européenne, qui a du mal à quémander, qui ne connaît pas les réseaux susceptibles de l'aider à faire valoir ses droits, se retrouve de plus en plus marginalisée et précarisée. Même si le mot ne fait pas très maurassien, nous souhaitons la justice sociale... Mais pour les nôtres.

❑ **La crise jette-t-elle de nouveaux pauvres dans la rue ?**

❑ Vous avez pu constater dans les rues de Paris, et cela contrairement au discours officiel, combien les restrictions budgétaires

étaient lourdes de conséquences. D'une année sur l'autre, nous voyons la situation s'effiloche. La lèpre de la misère gagne du terrain. Une nation qui n'est plus capable de gérer le problème de la pauvreté risque de le payer par de graves perturbations.

Vitrine sociale

❑ **Existe-t-il dans notre pays une véritable solidarité nationale ?**

❑ Malheureusement, la réponse est négative. Les habitudes ont la peau dure. On a du mal à sortir d'un certain fonctionnement politique : dans bien des milieux, on conçoit le social comme une vitrine. Cela fait bien de s'occuper des pauvres. Or, comme l'a

dit Thibaut de La Tonnaye, dans son émission sur *Courtoisie* où j'étais invité, au Liban (qu'il connaît bien), si le Hamas fait du social, son objectif est avant tout politique. Dans l'âge de fer où nous allons entrer, ce sera une des clefs de l'avenir.

❑ **Pensez-vous qu'un mouvement politique comme le nôtre a un rôle social à jouer auprès de nos compatriotes ?**

❑ Depuis plus d'un siècle, l'Action française est une formidable école de pensée, à qui tous, peu ou prou, nous devons quelque chose. Depuis trois décennies que le FN a pompé les forces vives de notre famille politique, vous êtes une des rares branches à avoir conservé votre autonomie et votre dynamisme. Dans une France comptant plus de sept millions de musulmans, savoir si le régime doit être royaliste, comme vous le souhaitez, ou républicain, social et plébiscitaire, comme je le souhaite, ne me semble pas de saison. L'important, c'est la défense de notre terre et de nos morts. Au-delà de mon partenariat avec le FN, je crois qu'il est souhaitable de mettre nos efforts en commun.

Fondation en projet

❑ **Qu'en est-il de votre projet de fondation ?**

❑ Initialement, ce projet fut présenté à Jean-Marie Le Pen, qui n'a pas été intéressé. L'idée en est simple : comme Brigitte Bardot pour les animaux, il s'agit de venir en aide aux patriotes défavorisés, par des actes concrets notamment l'achat d'appareils d'électro-ménager. Mon nom et mes réseaux au sein du FN m'amènent à côtoyer des personnes que nous pourrions aider dans toute la France. Il faut savoir que le statut de fondation permet de collecter des fonds. La mise initiale est mince. Peut-être que dans vos milieux, une personne aussi prestigieuse que Le Pen, de ceux qui ont fait l'histoire de notre pays, serait heureuse de donner son nom à cette œuvre de salubrité publique. ■

✓ Action Sociale Populaire, BP 7, 91201 Athis-Mons Cedex ; <http://actionsocialeetpopulaire.hautetfort.com>

RÉCIT

Une maraude dans Paris

MARDI 8 NOVEMBRE : sortant d'une réunion plus tôt que prévu, je m'excusai auprès des personnes présentes, un peu perplexes, leur expliquant que je me rendais à une maraude sur Paris. 21 heures, porte d'Italie : je tourne un peu dans le quartier, avec des sens interdits toujours mal placés, tel un maraudeur, pour trouver enfin, avec un peu de retard, le point de rendez-vous avec le pasteur Blanchard, sa femme Catherine (Ben quoi ? Ce n'est pas un prêtre catholique !) et Thibault de La Tonnaye, le fils de celui qui tenait la carabine à l'attentat du Petit-Clamart.

Le pasteur, jovial et volubile, nous prit en charge dans sa vieille Opel break remplie de vêtements, et nous voilà partis à la rencontre de la misère nocturne parisienne. Ainsi, de la porte d'Italie à Saint-Lazare, nous distribuerons vêtements, soupe, café et bonnes paroles à de pauvres hères couchés dehors, sous la pluie où un peu à l'abri sous un porche. Ce qui est frappant, c'est l'accueil qui nous est réservé à chaque fois : sourires et paroles de reconnaissance nous combinent, pour un pull ou une paire de chaussettes. Certains sont déjà endormis lorsque nous arrivons à minuit et demi ou une heure du matin, mais, le plus souvent, c'est avec bonne humeur et même une véritable joie dans le regard que nos seigneurs les pauvres reçoivent, en se réveillant péniblement, notre visite. Je garde une forte impression de cette

expérience en direction de ceux qui "habitent" la rue. Qu'ils soient français ou étrangers, leur dénuement nous amène à les regarder tous de la même façon, solidaires dans la précarité ; ils ont besoin de l'aide de ceux qui ont un toit qui les attend chaque soir. L'Action française doit être capable de prendre en compte sans arrière-pensée cette réalité qui va en s'accroissant en cette période de crise, car c'est en France que cela se passe. J'ai été heureux de mieux connaître ce pasteur atypique aux couleurs stendhaliennes, "rouge et noir", plébéien, sorélien et barrésien tendance Coluche, qui a commencé son ministère comme éducateur spécialisé à l'Armée du salut. Dans un flot de paroles, quasi-ininterrompu, lorsque nous cherchions les SDF à bord de sa voiture poussive mais dé-

sormais célèbre, l'homme qui se raconte facilement nous expliqua son itinéraire qui le conduisit de la gauche prolétarienne en 68 au Front national aujourd'hui, ce qui ne l'empêche pas de garder fort heureusement un réel esprit critique. Personnage fort sympathique au demeurant dont l'épouse, très présente auprès de lui et très discrète quant à elle, semble constituer la source et le secret de son énergie.

Je crois que notre compagnon d'un soir, Thibault de La Tonnaye, qui était comme moi un maraudeur occasionnel, est arrivé à la même conclusion : ces gens là font partie de ceux qu'il faut absolument connaître, car au delà de l'affichage "idéologique", il y a du cœur, de la spontanéité et une profonde et salutaire générosité. ❑

Olivier Perceval